

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

LES
DROITS DE LA CRITIQUE

ARTISTIQUE, LITTÉRAIRE ET HISTORIQUE

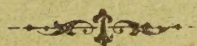
EN PRÉSENCE DE LA

LÉGISLATION SUR LA PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Georges GIRAL



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémond, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

N., professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Procédure civile.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur d'Economie politique.

Barthélemy, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel

N...., chargé de cours d'Économie politique.

N...., chargé du cours d'Histoire du Droit (licence) et de l'Histoire du droit privé français (doctorat).

N...., chargé du cours de Droit Civil approfondi.

Glaize, professeur honoraire.

Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Moye, *président*.

Barthélemy,

Charmont,

} *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES
DROITS DE LA CRITIQUE

ARTISTIQUE, LITTÉRAIRE ET HISTORIQUE

EN PRÉSENCE DE LA

LÉGISLATION SUR LA PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT



PAR

Georges GIRAL



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUSTAVE FIRMIN, MONTANE ET SICARDI
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

—
1908

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

A MES FRÈRES

G. GIRAL.

A MES ONCLES ET TANTES

MEIS ET AMICIS

G. GIRAL.

LES DROITS DE LA CRITIQUE

ARTISTIQUE, LITTÉRAIRE ET HISTORIQUE

EN PRÉSENCE DE LA

LÉGISLATION SUR LA PRESSE

INTRODUCTION

La critique, dans son sens le plus général, est l'exercice même de la faculté essentielle de tout être raisonnable : le jugement. Elle est l'art de discerner les mérites et les défauts ; elle est le sens commun mis en présence des produits du raisonnement, le sentiment placé en face des œuvres de l'art.

Quel que soit le milieu dans lequel nous l'examinions, si différentes que soient les époques où nous l'étudions, la critique, malgré ses variations infinies, présente toujours un certain nombre de caractères généraux qui lui sont propres.

Disons d'abord qu'elle n'est pas, comme on pourrait être tenté de le croire, une science spéciale, mais plutôt une condition des sciences. Tout gouvernement a eu ses frondeurs, toute secte philosophique ses antagonistes, toute religion ses hérésies ; tout art a sa critique. La critique rentre dans la logique même qui fixe à l'homme les règles pour penser juste et juger sainement. L'école critique est l'école de tout le monde ; tout le monde peut y prétendre et cette simple considération démontre la vanité de ceux qui cherchent à s'en attribuer le monopole.

La critique est également universelle. Elle est de tous les pays et de tous les temps comme le bon sens et le sentiment sont de toutes les époques. « Tandis que l'humanité joue son drame tour à tour grave ou plaisant, ridicule ou terrible, nous retrouvons partout le droit de critique, que chacun achète à la porte en entrant dans la vie, comme au théâtre et qu'il exerce au risque d'être applaudi, battu ou brûlé, selon les temps, l'importance des auteurs et la bonne volonté du public. » (1)

Le lieu serait ici bien choisi pour faire l'histoire de la critique ; mais ce serait faire l'histoire de l'esprit humain, décrire l'histoire du monde,

(1) G. Lenient. — La Satire en France au Moyen-Age.

et cela exigerait, même en nous résumant le plus possible, des développements qui nous entraîneraient trop loin du but. Contentons-nous de noter, en passant, que la France fut et demeure la terre promise de la critique. Caton disait déjà : « Les Gaulois aiment passionnément deux choses : combattre et finement parler. » La vieille causticité de nos ancêtres était proverbiale à Rome. Nous verrons sous quelle forme elle s'exerça. Remarquons, pour l'instant, qu'elle ne s'est point perdue à travers les générations qui nous séparent des soldats de Clovis. Le bon mot fait encore fortune dans la France moderne et l'esprit de critique, assure M. Lénient, est un mal endémique de notre pays. Nulle part on ne s'ennuie plus vite du présent et l'on ne saisit plus facilement le ridicule des choses et des gens.

Ce caractère héréditaire s'est perpétué comme un signe de famille à travers les âges, mais c'est seulement au XVII^e siècle que la critique a pris une importance considérable, surtout à partir de la création de l'Académie française. Les causes de cet état de choses sont aisées à démêler. L'âge de la critique succède généralement à celui d'une grande production dans l'art. Aristote vient après les tragiques grecs, Quintilien après les orateurs latins, La Harpe après le XVII^e siècle. De nos jours, grâce à l'apparition toujours croissante de

revues et d'écrits périodiques, la critique a pris un immense développement.

La brièveté de son existence constitue un troisième caractère de la critique. Son œuvre vit à peine quelques jours tandis que celle de l'artiste demeure. Nous avons encore l'*Odyssée* et l'*Iliade*, mais est-il question dans nos écoles d'Aristarque et de Zoïle ?

Un exemple du peu de mémoire des hommes nous est offert par les *Annales politiques et littéraires* du 16 février 1908. De l'article consacré par cette revue à Gustave Planche, nous citons textuellement le passage qui nous intéresse :

« Cette semaine tombe le centenaire d'une naissance célèbre : celle de Gustave Planche. Et, tout aussitôt, on se prend à évoquer la figure de cet écrivain qui fut l'un des premiers critiques de son temps, tout au moins l'un des plus redoutés, et dont le nom est si singulièrement tombé dans l'oubli. Gustave Planche ! Ces syllabes ne disent plus rien aux générations nouvelles ; mais quelle terreur n'inspiraient-elles pas, il y a quelque soixante à soixante-dix ans, à tous ceux qui tombaient sous la férule de cet Aristarque impitoyable, qui n'a ménagé personne, pas même Victor Hugo, et qui a tenu toute sa vie la gageure d'être impartial, implacablement, féroce ment impartial ! »

Si la vie de la critique est aussi éphémère, c'est qu'elle n'a qu'une utilité et un intérêt présents.

« Je prétends, disait Sainte-Beuve, qu'en relisant les anciens journaux et les articles de critique qui y ont eu le plus de succès, nous n'y trouvons jamais que la moitié de l'article imprimée ; l'autre moitié n'était écrite que dans l'esprit des lecteurs. Imaginez une feuille d'impression dont nous ne lirions qu'un côté ; le verso a disparu, il est en blanc, et ce verso, qui la compléterait, c'est la disposition du public d'alors, la part de rédaction qu'il y apportait, et qui souvent n'était pas la moins intelligente et la moins active. C'est cette disposition même qu'il s'agit, pour être juste, de restituer aujourd'hui, quand nous jugeons les anciens critiques. »

Nous trouvons un dernier caractère de la critique dans ce fait qu'elle est l'objet de transformations incessantes. Il est mille façons de railler un adversaire pour le renverser du piédestal sur lequel il trône. Ces mille façons de se moquer ont été plus ou moins correctes suivant le degré de civilisation des peuples, c'est-à-dire, selon les temps, puisqu'il est admis que plus nous vieillissons et plus nous nous polions.

« A l'origine, déclare M. Brunetière, la critique n'était que l'art de mettre en lumière les défauts des œuvres des autres, de les analyser de manière à les disqualifier et de se faire tant en prose qu'en vers, aux dépens du talent, du génie même, une réputation d'esprit et de malignité. »

M^e Barboux, auquel nous empruntons cette citation, ajoute dans le discours qu'il prononça lors de sa réception à l'Académie française : « Ces temps fabuleux sont heureusement loin de nous ; la paix est signée entre les écrivains et les juges ». Bien plus, et ces paroles se justifient aisément aux yeux des personnes qui considèrent avec quelque attention la partie critique de nos journaux et revues : « Une certaine froideur dans l'analyse, un peu de modération dans l'éloge, forment l'extrême limite de la patience du justiciable. Le silence absolu équivaut à la peine capitale. »

Que les temps sont changés !

Reportons-nous, pour en juger, aux comédies d'Aristophane. L'auteur de *Lysistrata* aurait pu dire longtemps avant Boileau : « Tout ce qui s'offre à moi passe par l'étamine ».

Socrate n'est pour lui que le Pontife des niaiseries subtiles ; il accuse Euripide de corrompre la jeunesse et de répandre le goût du bavardage ; quant aux hommes politiques de son époque, il leur donne des épithètes qui, même en grec, ne sauraient être confondues avec des compliments. Nous nous en rapportons à ce passage des *Chevaliers*, dans lequel Démosthène est aux prises avec un élu du peuple : « Le Gouvernement appartient aux ignorants et aux gredins. Que te manque-t-il pour faire un bon démagogue ? Voix crapuleu-

se, nature de gueux, vrai voyou, tu as tout ce qu'il faut pour gouverner » (1).

C'est dans ces comédies d'Aristophane, que le génie satirique de la Grèce éclate avec le plus de force. Les institutions, les hommes et les choses y sont attaquées sans ménagement jusqu'au jour où des lois sévères réprimeront la licence et les personnalités injurieuses.

Quintilien et Horace, chez les Latins, ont revendiqué la satire comme un genre indigène et national.

Satira, quidem, tota nostra est.

Boileau ne le conteste pas.

*Lucile le premier osa la faire voir,
Aux vices des Romains présenta le miroir,
Vengea l'humble vertu de la richesse altière
Et l'honnête homme à pied du faquin en litière.*

Cependant, il y a quelques exagérations. Sans doute, les Romains ont donné à la satire une forme spéciale ; mais peut-on dire après la lecture d'Aristophane, qu'elle n'existait pas chez les Grecs ?

Osant tout, disant tout, et souvent plus que la vérité, la satire s'adaptait trop au tempérament français pour ne pas reflourir chez nous. Reynier en

(1) Emile Deschanel. — Etudes sur Aristophane.

fut le père, et Boileau lui donna sa forme définitive.

L'épigramme fut cause qu'on la délaissa quelque peu. Cette petite pièce de vers, qui consiste simplement en une pensée ingénieuse ou plaisante, un rapprochement inattendu, parfois un simple jeu de mots, devint très à la mode aux époques où les coups d'épée suivaient de près les coups de plumes. En raison de sa concision, l'épigramme est très mordante.

*Chloë, belle et poète, a deux petits travers :
Elle fait son visage et ne fait pas ses vers.*

Si la critique ne consiste plus aujourd'hui, selon l'affirmation de M^e Barboux, qu'en des formules qui font rêver à la loi Bérenger, nous nous demandons quelle atroce vengeance une Chloë, doublement outragée, tirerait d'un Lebrun !

Une forme de la critique spéciale à la France fut la chanson :

*Cet enfant du plaisir veut naître dans la joie
Agréable indiscret qui conduit par le chant,
Passe de bouche en bouche et s'accroît en marchant.*

On a coutume de dire que tout finit en France par des chansons ; on pourrait ajouter que tout commence aussi par là. Aimable vagabonde, qui lança les premiers sourires et les premiers traits de l'esprit français, la chanson moqueuse effleurera

de son aile légère tous les accidents de la vie publique et privée ; elle égayera les jours de fête et consolera le peuple de ses misères et de ses humiliations. Après avoir ri des Anglais, des Ligueurs, puis de la Fronde, elle sonnera d'une main légère les funérailles de la monarchie à la veille de 89. Plus tard, échevelée, ardente, elle mettra sur pied, au cri de la *Marseillaise*, douze armées de volontaires contre les rois coalisés. Les Français doivent un souvenir à cette mère de notre poésie qui a charmé, égayé et vengé nos pères.

Le Fabliau a joui d'une popularité au moins égale à celle de la Chanson. Nos bons aïeux, après le repas, les coudes sur la table, aimaient à écouter quelque récit, assaisonné de gaillardise et de malice. Légèreté moqueuse, aimable nonchalance, bon sens positif, caustique et médisant, tels sont les caractères du Fabliau. Nul genre ne convenait mieux à nos ancêtres ; moins direct et moins provocant que la chanson, le fabliau ne célèbre pas comme elle les exploits de la vie héroïque et féodale. Il raconte plutôt les accidents de la vie bourgeoise, les scandales et médisances qui égayaient la ville ou la paroisse aux dépens du prud'homme et de sa femme. La Fontaine et Voltaire, dans leurs contes, ne trouveront rien de mieux que d'en reproduire la forme et les allures.

Satire, épigramme, chanson, fabliau, n'ont plus dans notre siècle le charme des anciens jours. En

revanche, la critique a pris toutes les formes : le livre, le pamphlet, le journal, la revue, la caricature. Mais dans cet éparpillement n'a-t-elle point perdu sa vigueur ?

Nous l'avons déjà vu, la critique semble, en vieillissant, avoir usé ses forces. Les écrivains et les artistes ont fait la paix avec leurs juges. Et nous devons nous en réjouir.

Quel est, en effet, le rôle de la critique ? Consiste-t-il à médire spirituellement de ses semblables dans le seul dessein de faire admirer les grâces de son humeur maligne ? S'il en était ainsi, ce serait sans grands bienfaits pour l'Art, l'Histoire ou la Littérature.

La critique a une tâche plus élevée. Elle se tient près de l'artiste, l'encourage, lui indique la voie s'il s'en écarte ; elle est le pilote qui lui rappelle le but ; mais une fois l'œuvre accomplie, une fois le vaisseau entré dans le port, son rôle est terminé. Sainte-Beuve, dans ses *Lundis*, écrivait : « Le Temple du Goût est à refaire ; pour moi qui ne saurais en aucun degré prétendre à être architecte ou ordonnateur d'un tel temple, je me bornerai à exprimer des vœux à concourir en quelque façon pour le devis ».

Cette déclaration, si modeste à première vue, ne l'est point dans le fonds. Très certainement, dans la reconstruction du Temple du goût, il fut bien des entrepreneurs qui abandonnèrent le chantier

parce que leurs travaux ne concordaient point avec le devis de Sainte-Beuve.

Or, pour diriger ainsi les autres et les mettre au besoin dans l'obligation de se retirer, nombre de qualités sont requises.

Posséder un esprit vaste où toutes les formes aient accès, où toutes les manifestations de la pensée trouvent leur écho, savoir beaucoup, avoir beaucoup retenu, beaucoup comparé, longuement médité, le critique doit encore avoir, du côté de l'esprit, un grand fonds de raison et de bon sens unis à une délicatesse exquise du goût, et du côté du cœur, une conscience droite, la haine du mal et l'amour du bien.

Un tel critique s'est-il jamais rencontré ? On peut en douter, mais on doit convenir que plus il réunira ces qualités, plus il y aura d'autorité dans ses jugements.

Certains gens croient que le critique est un méchant homme, désireux d'attirer les rieurs de son côté et de se créer une réputation d'homme d'esprit, ravi de la chute des ouvrages qu'il a improuvés, car cet échec est une assurance de son bon goût ; nous ne pensons pas, quant à nous, qu'il en soit ainsi, et nous sommes, au contraire, convaincu que la plupart des critiques n'obéissent qu'à leur conscience et sont très heureux lorsqu'ils rencontrent une œuvre supérieure.

Ainsi la Critique n'est point fille de l'Envie ;

son désir, au contraire, est de maintenir dans la bonne voie ceux qui sollicitent, de toute façon, l'appréciation du public. Mais pour remplir ce but, elle devra préalablement s'acquitter de certains devoirs.

Il en est un essentiel entre tous. La critique fera connaître les principes sur lesquels elle s'appuie pour louer et blâmer les ouvrages de l'esprit, c'est-à-dire formulera, comme elle les comprend, les règles de l'art et du goût. C'est ce qu'ont fait les précepteurs de l'Art Littéraire, qui, étudiant aux diverses époques les œuvres de génie, en ont tiré des règles pour ceux qui voudront, à leur tour, entrer dans la carrière. Une place honorable leur est due ; ils épargnent à l'artiste, au poète, à l'orateur bien des tâtonnements et un imprudent gaspillage des forces qu'il doit réserver pour la production. Les œuvres d'un petit nombre de ces observateurs nous restent, et c'est un devoir à tout écrivain de les consulter, à condition de les critiquer lui-même à son tour et de faire dans leurs préceptes la part de ce qu'il y a de transitoire ou d'absolu.

La critique se doit ces principes à elle-même pour justifier ses jugements ; elle les doit aussi au public, car il lui appartient de l'éclairer et de l'instruire. Nous nous adressons aux critiques comme à des guides, à des maîtres, et ce que nous attendons d'eux c'est une direction, ce sont des conseils, des leçons.

Le critique devra également se dégager de soi-même, de ses tendances, de ses goûts, du plaisir ou de l'ennui qu'il éprouve pour apprécier les œuvres littéraires ou artistiques ; il ne les jugera que d'après certaines règles supérieures à ses dispositions individuelles. Ce que nous lui demandons, ce n'est pas de nous dire ce qui l'amuse ou ce qui l'ennuie, mais la raison de son plaisir ou de son ennui. En un mot, la critique doit être objective.

Astreinte à ces obligations, il est de toute justice que la Critique soit titulaire de droits. Ces droits sont basés sur ce fait que quiconque livre son œuvre au public en devient aussitôt justiciable.

Eh quoi ! s'écrie M. Brunetière, quand un homme publie sans en avoir été prié par personne, n'est-ce pas nous qui, en le jugeant, répondons à sa provocation ? Tout artiste ou écrivain passe avec nous en exposant son œuvre, une espèce de contrat qui devient la loi de nos rapports réciproques. Quiconque parle ou écrit, prenant ainsi charge d'âmes et s'investissant comme d'une fonction sociale, doit être jugé sur la façon dont il aura rempli la tâche qu'il s'est imposée. Il faut que tout le monde vive, mais personne que nous sachions, n'est obligé de parler ou d'écrire, et quiconque s'y décide est éternellement comptable de sa parole ou de son écriture à l'humanité tout entière.

Si un livre nous paraît mauvais, quelle raison

avons-nous d'en favoriser le cours, ne fût-ce que par notre silence ? Tandis que le journaliste a le droit de s'expliquer sur tout ce qui se passe, quel est ce privilège que réclame le romancier ou l'auteur dramatique ? Seuls de tous les hommes, ceux qui fondent leur espoir de fortune sur la publicité de leur nom, ne relèveraient pas de la publicité ? Ceux-là seuls seront à l'abri de tout reproche qui n'ont agi que pour essayer de faire admirer leur esprit !

*Dès que l'impression fait éclore un poète
Il est esclave né de quiconque l'achète,
Il se soumet lui-même aux caprices d'autrui.
Et ses écrits tout seuls doivent parler pour lui.*

L'auteur dramatique, le romancier, le poète, le peintre, le sculpteur, l'artiste lyrique, de qui tiennent-ils leur mandat ? Qui fut jamais obligé d'écrire des drames, des romans ou des stances, d'exposer des tableaux ou des statues, de se prodiguer sur la scène ?

La Critique, provoquée, sollicitée, fait partie intégrante de la manifestation de l'œuvre et s'exerce légitimement : elle est un droit.

D'ailleurs, exercée avec justice, elle sera une source de bienfaits.

Si la littérature française a une histoire suivie, si la succession des grandes époques y est à peine interrompue de loin en loin par quelques périodes

plus pauvres, et si la régularité même de cette succession n'a pas laissé d'aider au développement des meilleures qualités de l'esprit français, il y a plaisir à voir que l'honneur en revient, pour une grande part, à la critique.

La critique est une puissance négative. Elle n'a rien créé, cela est vrai, mais elle a détruit, et par cela seul, elle a plus d'une fois servi les intérêts de l'humanité. La vie de la société, le mouvement, le progrès naissent de la lutte constante de deux sentiments contraires : l'enthousiasme et la critique ; l'un élevant les idées, les croyances, les hommes destinés à dominer le monde pendant un temps, les entourant d'un prestige attaché à tout ce qui est grand ; l'autre, les unissant dans ce qu'il y a d'incomplet et de périssable, et les faisant rentrer dans la poussière le jour où leur œuvre est accomplie. C'est en ce sens que Schelling a pu dire de la critique qu'elle est la véritable Némésis, l'invincible puissance ennemie du présent et complice de l'avenir.

L'esprit de critique est une force qui transforme et rajeunit. Aristophane est le meilleur commentateur de Thucydide, Juvénal nous explique plus d'une page de Tacite. Qui pourrait se flatter de comprendre le XVI^e siècle sans Rabelais, le XVIII^e sans Voltaire et Beaumarchais ? N'oublions pas aussi que la critique a été souvent la dernière ressource et la seule vengeance du faible contre le

fort ; qu'elle a combattu toutes les tyrannies, féodale, monarchique et populaire ; enfin, qu'à Paris comme à Athènes, elle a plus d'une fois défendu la cause du bon sens, de la justice et de la vérité. La France a tremblé et obéi devant ses maîtres, mais elle s'est vengée par la satire de ceux qui lui ont fait peur. Elle a conservé ses rois pendant quatorze siècles, en se réservant le droit de les chançonner. Et l'on a pu dire, avec raison, qu'elle était une monarchie tempérée par le vaudeville.

Ces bienfaits ne sont point sans un revers de médaille. L'esprit critique régnant seul dans une société, perçant à chaque jour chaque matin les constitutions qui la font vivre, sans rien admettre à leur place, peut devenir une cause de ruine. Ils sont bien fous ceux qui, ayant pour s'abriter des intempéries du temps une demeure modeste, veulent la détruire sans s'être occupés de savoir s'ils ont à leur portée le pouvoir et les éléments nécessaires à la construction d'une habitation plus confortable !

Et puis, cet esprit de critique, comment s'exerce-t-il ? Les recommandations ne violent-elles jamais le domicile des critiques les plus farouches ? Et d'autre part, certaines critiques n'ont-elles pas pour point de départ la rancune personnelle de celui qui les fait ? Les juges qui sont assis sur les tribunaux se décident par des lois fixes. S'ils s'en écartent, ils y sont ramenés par d'autres juges.

Mais les juges des ouvrages de l'esprit jouissent d'une entière liberté ; ils n'ont de lois que celles qu'ils se font à eux-mêmes et ils ont ainsi toute licence de suivre leurs tendances, leurs goûts, leurs passions, leur partialité. Aussi les excès et les injustices de la critique ne se comptent plus. En tout temps et par tous pays, des hommes ont commis le mal simplement par haine du bien. On rapporte que le jour où sa sentence devait être rendue, Aristide, général athénien, condamné à l'ostracisme, invité à tracer son propre nom sur la coquille d'un paysan qui s'était adressé à lui sans le connaître, demanda à cet homme si Aristide l'avait personnellement offensé. « Non, répondit le paysan, mais je suis las de l'entendre nommer le Juste. »

Si nous passons à des époques plus modernes, nous voyons Corneille, le grand Corneille, en butte aux jalousies des écrivains médiocres. « Quand parut le *Cid*, écrit Fontenelle, le Cardinal en fut aussi alarmé que s'il avait vu les Espagnols devant Paris ». Et le poète Gilbert, pour s'être annihilé l'esprit des Philosophes du XVIII^e siècle, succombe sous le poids de leurs critiques, et meurt à l'âge de 29 ans.

Victor Hugo connut le désespoir qui envahit l'auteur injustement critiqué. Victime des sourdes menées de ses adversaires, il écrivait, peu de temps avant l'apparition de *Hernani* :

« Dans ce moment de mêlée et de tourmente littéraire, qui faut-il plaindre : ceux qui meu-

rent ou ceux qui combattent ? Sans doute, il est triste de voir un poète de vingt ans qui s'en va, une lyre qui se brise, un avenir qui s'évanouit ; mais n'est-ce pas quelque chose aussi que le repos ? N'est-il pas permis à ceux, autour desquels s'amassent incessamment calomnies, injures, haines, jalousies, basses trahisons ; hommes loyaux auxquels on fait une guerre déloyale ; hommes dévoués qui ne voudraient enfin que doter le pays d'une liberté de plus, celle de l'art, celle de l'intelligence ; hommes laborieux qui poursuivent paisiblement leur œuvre de conscience, en proie d'un côté à de viles machinations de censure et de police, en butte, de l'autre, trop souvent, à l'ingratitude des esprits mêmes pour lesquels ils travaillent ; ne leur est-il pas permis de retourner quelquefois la tête vers ceux qui sont tombés derrière eux et qui dorment dans le tombeau ? *Invideo*, disait Luther dans le cimetière de Worms, *invideo quia quiescunt.* »

Nous avons successivement passé en revue les caractères généraux de la critique et les formes diverses sous lesquelles elle s'est exercée à travers les âges et dans les différents pays ; nous avons donné un aperçu du rôle qu'elle doit jouer dans la société et de celui qu'elle y joue. Nous devons, avant d'entrer dans le cœur du sujet qui nous oc-

cupe, donner sur son compte une appréciation générale et voir quelle est, dans l'état de notre législation, la situation faite aux critiques et à leurs justiciables.

Et tout d'abord, que penser de cette opposition continuelle qui reparaît depuis Homère jusqu'à Juvénal, depuis les trouvères jusqu'aux journalistes ? Est-ce un mal ; doit-on ne voir en elle qu'une vengeance de la médiocrité ou un plaisir pervers de l'esprit ? Est-ce un bien et faut-il en favoriser l'exercice ?

« *In medio veritas* ». La critique a ses bons et ses mauvais côtés. Mais un point demeure hors de discussion : sa nécessité. L'ascensionniste prend un guide pour le détourner des fondrières et des glaciers ; un navigateur prudent ne s'embarque pas sans boussole ; il faut de même à l'auteur, à l'artiste, un Mentor et ce Mentor s'appelle La Critique. Sans elle, point de littérature, ni d'œuvres d'art durables.

Puisque la critique est nécessaire, nous devons la subir. La question serait résolue, si cette phrase de d'Alembert était mise en application : « Quand la critique est juste et pleine d'égards, vous lui devez des remerciements et de la déférence ; quand elle est juste sans égards, de la déférence sans remerciements ; quand elle est outrageante et injuste, le silence et l'oubli. »

Paroles éminemment conciliantes ! mais qui ne

seront écoutées que le jour lointain, sans doute, où les hommes auront acquis un degré de perfection qui nous paraît difficile à atteindre.

En attendant, on n'oublie pas, on ne garde pas davantage le silence, mais on assigne. Et nos tribunaux sont appelés quotidiennement à juger des droits et limites de la critique.

Or, c'est là une question de responsabilité fort délicate. La vie, en effet, vaste heurt des activités individuelles, ne va pas sans froissements, ni blessures. La liberté de chacun est de son essence oppressive et lèse volontiers la liberté d'autrui. Quand les froissements sont-ils injustes ? Quelles bornes faut-il assigner à la liberté ? Dans quels cas, celui qui a causé un dommage peut-il se refuser à le réparer en s'abritant derrière cette excuse absolutoire, qu'il a agi dans l'exercice de son droit ?

Hoc opus, hic labor est.

Nos tribunaux s'occupent avec beaucoup de surprise et un peu de malaise de ces problèmes qui semblaient en dehors de leur compétence. La plupart des plaignants s'adressent à eux en vertu de l'article 1382 du Code civil. Mais les dispositions de cet article sont si générales, qu'il est parfois difficile de savoir où doit commencer et finir son application.

Reste la loi sur la presse du 29 juillet 1881.

Dans quelle mesure protège-t-elle les artistes et

les écrivains ? Cette protection est-elle suffisante ? Au cas de négative, quelles mesures conviendrait-il de prendre ?

Telles sont les questions qui se présentent à notre examen, et que nous essayerons d'éclaircir, après avoir établi dans un premier chapitre une distinction qui nous paraît nécessaire entre la critique esthétique et la critique historique.

CHAPITRE PREMIER

DISTINCTION ENTRE LA CRITIQUE ESTHÉTIQUE ET LA CRITIQUE HISTORIQUE

La critique peut être générale, mais elle est le plus souvent spéciale ; elle se rapporte à une seule science ou à un seul art. C'est pourquoi il convient de consacrer un chapitre à la distinction entre la critique littéraire et artistique et la critique historique. D'ailleurs, elles diffèrent par le but qu'elles se proposent d'atteindre, par leur objet et par les responsabilités qu'elles font naître.

Section Première. — DISTINCTION AU POINT DE VUE DU BUT

La critique artistique et la critique littéraire peuvent être confondues sous la dénomination de critique esthétique. Toutes deux recherchent le Beau.

Le Beau, a dit Kant, est l'objet d'une satisfaction désintéressée, universelle et nécessaire. C'est ce qui excite et satisfait harmonieusement toutes les facultés de l'âme humaine ; sens, imagination, raison, sensibilité morale, dans l'acte de perception.

Que fait le critique lorsqu'il dit à l'auteur dramatique : « J'aurais voulu voir dans votre pièce plus de concision ; vos personnages parlent souvent pour ne rien dire » ; ou au peintre : « Votre tableau manque de coloris » ? Il leur indique les défauts d'une œuvre qu'il eût trouvée belle sans les défaillances signalées par lui.

Le but du critique littéraire et artistique est donc de guider les écrivains et les artistes vers un Idéal.

Cet Idéal ne sera jamais atteint parce qu'il varie avec les individus ; certain ouvrage qui, aux yeux des uns sera irréprochable, ne méritera pour d'autres qu'une faible considération. Mais l'existence d'un Idéal est nécessaire. C'est à lui que nous devons, selon M. Brunetière, le développement des meilleures qualités de l'esprit français. Racine eût certainement écrit de moins beaux vers, si son ami Despréaux, ne les eût, selon son expression, passés par l'étamine jusqu'au moment où il leur trouvait un suffisant degré de perfection.

Très différent nous paraît le but de la critique

historique. Peu lui importe le Beau, objet des sens et de l'imagination, indéfinissable et indémontrable. Ce qu'elle recherche, c'est le Vrai.

L'Histoire est l'étude de tout ce qui constitue la vie des peuples. Son but, c'est la connaissance réfléchie des actes de l'Humanité.

Cicéron parle d'elle avec enthousiasme :

« Elle est, dit-il, le témoin des temps, la lumière de la vérité, la vie de la mémoire, la maîtresse de la vie, la messagère de l'antiquité. C'est être toujours enfant que d'ignorer ce qui est survenu avant notre entrée dans la vie ; et qu'est-ce d'ailleurs que la vie de l'homme lorsqu'elle n'offre pas l'heureux ressouvenir des choses anciennes et des âges passés ? Il y a quelque chose d'imposant dans les vieux souvenirs, dans les monuments et dans les lettres ; et ainsi les exemples de l'Histoire sont pleins de grandeur, de dignité, de solennité. »

L'Histoire n'a pas seulement pour but le récit du passé. Elle veut que ce récit porte ses fruits, que nous en retirions un bénéfice. Et tandis que la critique littéraire et artistique est purement esthétique, la critique historique nous apparaît, au contraire, intéressée, puisqu'elle nous fait connaître les erreurs de nos devanciers afin que nous évitions de les commettre.

Section II. — DISTINCTION AU POINT DE VUE DE L'OBJET

La critique esthétique et la critique historique se distinguent également par leur objet, la première s'occupant exclusivement des Beaux-Arts, tandis que la seconde a trait à l'Histoire, qui est une science.

Cette différence a pour corollaire la subjectivité de la critique esthétique et l'objectivité de la critique historique.

Voyons, en effet, sur quoi repose la critique esthétique.

Lorsque le critique, après avoir assisté à la représentation d'une pièce de théâtre, résume son opinion, quel fondement lui donne-t-il ? Il ne peut la baser que sur ce qu'il a vu et entendu. Ce qu'il fera connaître à ses lecteurs, ce sont les impressions par lui ressenties, les sentiments qu'ont fait naître en lui les événements qui se sont déroulés à ses yeux. Et l'interprétation de ces événements, sera variable suivant son tempérament, sa mentalité politique ou confessionnelle. Autant de critiques présents au spectacle, autant d'opinions. *Tot capita, tot sensus.*

Les deux plus grands poètes français, Corneille et Racine, se trouvent alternativement placés au

premier ou second rang, suivant le public qui les juge. Il est classique de dire que l'auteur du *Cid*, par la puissance de ses sujets, la beauté des caractères qu'il expose, l'énergie dont ses héros font preuve, est généralement préféré des hommes, tandis que les femmes estiment davantage l'auteur d'*Andromaque*, tant pour l'élégance de son style que pour ses peintures de l'amour violent. N'est-ce point là une preuve de ce que nous disions plus haut ; savoir que la critique esthétique est intimement liée à nos sentiments personnels et qu'elle est subjective ?

Il n'en est pas de même en ce qui concerne la critique historique. Sans doute, l'historien peut émettre une opinion personnelle, et c'est ce qui a lieu le plus souvent. Si nous prenons comme exemple un événement qui fut très diversement apprécié, la Révocation de l'Edit de Nantes, nous voyons la politique de Louis XIV exaltée par les uns et honnie par les autres. Mais quelle que soit la religion de celui qui juge, un fait demeure. Le devoir de l'Historien est de le raconter tel qu'il s'est passé. Il n'aura pas à considérer si ce fait est conforme à ses idées ou s'il gêne et contredit sa philosophie. Non ! son rôle est plus important et désintéressé. Il nous doit dans sa pleine teneur l'attestation de ceux qui ont vu ou entendu ; il ne se laissera pas entraîner par l'opinion régnante et l'humeur de son siècle, car les siècles changent

d'humeur et l'opinion varie. Il doit simplement rapporter les faits.

Ainsi, les événements extérieurs s'imposent à la critique historique sans que celle-ci puisse en faire abstraction, et c'est en ce sens que nous disons d'elle qu'elle est objective.

Section III. — DISTINCTION AU POINT DE VUE DES RESPONSABILITÉS

Cette troisième différence, qui sépare la critique esthétique de la critique historique, mérite particulièrement notre attention, car ses conséquences sont importantes au point de vue juridique.

La critique esthétique ne s'occupe, en général, que des vivants ; ce sont les pièces de théâtre, les romans de nos auteurs modernes, les tableaux des peintres contemporains, les aptitudes de nos artistes lyriques qui en font l'objet. Au contraire, la critique historique juge des faits qui se sont écoulés depuis un certain temps. En sorte que le plus souvent, les Morts en sont les justiciables.

Or, la loi du 29 juillet 1881, qui, en assurant la liberté de la Presse, impose à cette liberté des restrictions jugées nécessaires, distingue parmi les infractions qu'elle prévoit celles qui portent atteinte à la considération des vivants de celles qui

sont susceptibles de nuire à la mémoire des Morts.

Tandis que l'individu diffamé de son vivant peut faire poursuivre l'écrivain coupable, la diffamation envers un mort n'est répréhensible que si son auteur a voulu porter atteinte à la considération des héritiers vivants, et pour cela deux conditions sont nécessaires :

1° un préjudice subi par l'héritier ;

2° une intention coupable à la charge de l'inculpé.

De cette disposition de la loi de 1881, nous pouvons tirer cette conclusion que la responsabilité du critique esthétique est beaucoup plus grande que celle du critique historique.

En effet, le premier risquera toujours, en cas de diffamation, d'être poursuivi par son justiciable. Le second, plus favorisé, bénéficiera d'une certaine immunité, car :

1° D'abord, celui qu'il a diffamé peut être mort sans avoir laissé de postérité. En ce cas, il jouit de la plus grande liberté.

2° En second lieu, il ne pourra être poursuivi en vertu de la loi de 1881 que dans les conditions énumérées plus haut.

Cette distinction de la critique esthétique et de la critique historique n'était pas, comme on le voit, sans utilité. Nous devons la signaler avant que de traiter toute autre question.

La loi de 1881, en distinguant les infractions

contre les vivants de celles qui portent atteinte à la mémoire des morts, nous indique le plan que nous devons suivre.

Nous étudierons la première dans un chapitre consacré à la critique littéraire et artistique, tandis que les secondes trouveront leur place dans le chapitre consacré à la critique historique.

CHAPITRE II

LA LOI DU 29 JUILLET 1881 ET LA CRITIQUE ESTHÉTIQUE

Les droits de la critique sont intimement liés aux droits de la Presse. Dans un pays où la liberté de la Presse n'existe pas, la critique devient impossible.

Cette liberté est légitime. Elle ne saurait, cependant, s'exercer sans limitation aucune. Tant que la pensée demeure renfermée dans le cerveau de l'homme, elle ne peut être délictueuse, car elle n'est ni saisissable ni dommageable. Mais lorsqu'elle se manifeste par des actes, elle prend un corps, une forme matérielle qui peuvent être constatés, et si ces actions portent préjudice à autrui ou à l'ordre public, elles font l'objet d'une punition légale. C'est pourquoi l'on ne cria jamais à l'oppression lorsque le législateur imposa des rè-

gles à la liberté individuelle. Nous avons le droit de parler ou d'écrire tout comme celui de nous mouvoir et d'agir, mais il n'y a pas tyrannie à surveiller l'exercice de ces facultés et à nous punir lorsque cet exercice devient abusif et occasionne un préjudice à la société.

Or, de toutes les manifestations de la pensée humaine, la Presse est celle qui a exercé sur les idées des deux derniers siècles l'influence la plus décisive.

Elle est un moyen de propagation plus prompt que la parole, car elle s'adresse aux masses et non aux individus. Pour elle, il n'y a pas les limites que l'espace oppose à la voix et au geste. Elle est une puissance, mais pas toujours une puissance bienfaisante. On peut dire de la Presse ce qu'Esopé disait de la langue : « Elle est le lien de la vie civile, la clef des sciences, l'organe de la vérité et de la raison ; mais aussi elle est la mère de tous les débats, la nourrice des procès, la source des divisions et des guerres ; organe de la vérité, elle est aussi l'organe de l'erreur et, qui pis est, de la calomnie. » Aussi comprend-on que la liberté de la Presse ait réveillé les susceptibilités jalouses des gouvernements.

De nos jours, la Presse est réglementée par la loi du 29 juillet 1881. Nous allons procéder à l'examen de cette loi, puisque le but de notre étude

est de savoir dans quelle mesure ses dispositions s'appliquent à la critique esthétique et historique.

Section Première. — Législation de 1881

La loi du 29 juillet 1881 reconnaît deux délits contre les particuliers : la diffamation et l'injure.

La diffamation, aux termes de l'article 29 de cette loi, est l'imputation ou l'allégation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé. L'injure est une expression outrageante, un terme de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait.

La diffamation et l'injure peuvent être indirectes et se produire par voie d'allusion ; les juges apprécieront, en ce cas, sur leur gravité. Elles ne constituent un délit que si la personne qui s'en est rendue coupable a eu l'intention de nuire. Cette intention existera lorsque l'auteur de la diffamation a eu conscience des conséquences préjudiciables qui pouvaient résulter de son acte pour la personne diffamée ; mais les tribunaux devront l'admettre difficilement, afin de sauvegarder les droits de la critique, de la science et de l'histoire.

Il faut encore, pour que la diffamation et l'injure puissent constituer un délit, qu'elles aient pu causer un préjudice, ce qui sera difficile à prouver, lorsque ce préjudice touchera à l'honneur ou à la considération.

Disons enfin que si la publicité n'est pas un élément constitutif de la diffamation ou de l'injure, la loi de 1881 ne s'occupe néanmoins que de celles qui ont été publiées ; celles-là seules nous doivent intéresser.

§ I. — *Personnes responsables des délits de presse*

Le législateur a établi une échelle d'imputabilité qui permet de reconnaître les personnes responsables des délits de presse. Cette échelle d'imputabilité est basée sur ce fait que le délit est constitué par la publication. Aussi, le gérant quand il s'agit d'un journal et le libraire-éditeur quand il s'agit d'un livre, sont-ils les premiers atteints par la loi. L'auteur, l'imprimeur, les vendeurs, distributeurs, colporteurs, afficheurs, ne seront responsables qu'à défaut des premiers.

§ II. — *Institutions qui permettent aux particuliers de se défendre contre la diffamation et l'injure.*

Les particuliers diffamés ou injuriés disposent de trois moyens de défense : l'action publique, l'action civile et le droit de réponse.

1° *L'Action publique.* — L'action publique est mise en mouvement par une plainte. La plainte, dit M. Chassan, est la demande de poursuite adressée à un officier public.

Le droit de plainte est inhérent à la personne lésée par le délit ; en principe il n'appartient pas à d'autre qu'à la personne même qui a été diffamée ou injuriée, de porter plainte de la diffamation ou de l'injure dont elle a été l'objet.

La plainte doit être écrite, spéciale, préalable à toute action du Ministère public et surtout personnelle, c'est-à-dire émaner de la personne qui, d'après la loi, a seule le droit de mettre en mouvement l'action publique.

Le Ministère public est le maître de l'action publique et, malgré la plainte déposée, il n'est pas tenu d'agir.

C'est d'ailleurs ce qu'il fait en général à l'égard des simples particuliers, et ceux-ci ne peuvent en souffrir, puisqu'ils ont le droit de citer directement le prévenu devant la Cour d'assises ou le tribunal correctionnel.

2° *L'Action civile.* — Le particulier diffamé ou injurié peut ne pas se contenter d'adresser une plainte au Ministère public et se porter partie civile pour obtenir réparation du préjudice occasionné. C'est ce que décide l'article premier du Code d'instruction criminelle : « Toute personne

à laquelle un dommage est causé par un délit, a le droit d'exercer une action civile. »

L'action civile tend à faire mettre les choses dans l'état où elles auraient été si le fait dommageable n'avait pas eu lieu.

La partie lésée a le choix entre deux juridictions. Elle peut saisir de son action en dommages, soit le tribunal de répression, soit la juridiction civile.

3° *Le droit de réponse.* — En même temps que l'action en diffamation ou injure, la personne attaquée dans un journal peut exercer une action tendant à contraindre le gérant à l'insertion d'une réponse à l'article injurieux ou diffamatoire. L'une ne fait pas obstacle à l'autre.

Le droit de réponse tire son fondement du droit naturel de légitime défense. S'il est juste que la presse soit libre de critiquer, il serait inique qu'elle eût seule la parole et pût étouffer la voix de celui qu'elle a attaqué. Nous verrons, cependant, un peu plus loin, qu'en matière de critique littéraire et artistique, le droit de réponse a été contesté.

Ce droit est consacré par l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881. Il ne s'applique qu'en matière de presse ou d'écrits périodiques ; mais il est général, c'est-à-dire qu'il s'applique même si l'article

incriminé émane d'un tiers et non d'un rédacteur du journal.

Le droit de réponse appartient à toute personne désignée ou nommée dans l'article, et ne doit subir des restrictions que :

1° Si les termes de la réponse sont contraires aux lois et aux mœurs ;

2° S'ils blessent l'intérêt légitime des tiers ;

3° S'ils portent atteinte à l'honneur du journaliste lui-même.

Quand sera-t-on nommé ou désigné ? On se considérera comme tel bien que la désignation ne soit pas nominative, quand elle sera claire et précise. Les initiales ne suffiraient pas si elles n'étaient précédées ou suivies de développements appelant l'attention.

La personne nommée ou désignée dans un article de journal devra faire connaître le numéro du journal où se trouve l'article incriminé. Cette indication est nécessaire pour permettre au journaliste d'insérer la réponse au même endroit et avec les mêmes caractères que l'article qui l'a provoquée et aussi pour voir si la réponse ne dépasse pas le double de l'article incriminé et doit être gratuite. La réponse doit, en effet, être insérée à la même place, sur la même page, et dans la même colonne que l'attaque. L'omission de ces conditions équivaut à un défaut d'insertion.

L'insertion est gratuite si la réponse ne dépasse

pas le double de l'article qu'elle vise. Si cette limite est dépassée, l'excédent sera dû et le prix sera calculé à raison de 0 fr. 25 centimes la ligne. Le plus prochain numéro qui paraît dans les trois jours de la réception de la réponse, doit contenir cette réponse.

Section II. — DE LA CRITIQUE ESTHÉTIQUE

Nous avons brièvement exposé les dispositions de la loi de 1881, en ce qui concerne les délits de presse et leur répression. Nous savons maintenant que cette loi vise exclusivement la diffamation et l'injure.

Peut-on assimiler la critique à la diffamation ? Nous ne le pensons pas ; des différences importantes les séparent.

1° La critique ne pénètre pas dans la vie privée de l'auteur. Elle laisse de côté tout ce qu'il n'a pas soumis de lui-même à l'attention et au jugement de ses contemporains.

2° Elle ne vise que l'œuvre et ne cherche jamais à atteindre la personne ; que si cependant elle est inévitablement amenée à juger cette dernière, ce n'est toujours qu'accessoirement et à raison seulement de l'œuvre qu'elle apprécie. Elle usera dans ce cas d'une grande prudence et devra

éviter de formuler à l'égard de l'auteur une opinion que l'écrit envisagé n'aurait pas motivée.

3° Elle ne doit pas être une occasion de faire preuve de mauvaise intention à l'égard de l'écrivain. Le critique s'abstiendra de toute animosité dans son étude et saura respecter les règles de la correction et de la modération dans le langage, tout en usant de l'entière liberté qui lui est reconnue dans son droit de discussion.

4° La critique n'est jamais que l'expression d'une opinion personnelle. Elle n'avance pas un fait comme une vérité ; tel n'est pas son rôle ; en d'autres termes, elle ne crée pas dans un certain sens et ne peut intervenir qu'à l'occasion d'une œuvre ou d'une action préexistante.

Malgré toutes les apparences de simplicité de ces quatre propositions, c'est souvent pour le jury une tâche ingrate que de discerner si le critique n'a pas outrepassé ses droits et si sous d'habiles formules il n'a pas, en réalité, masqué une diffamation. Le tour éloquent ou spirituel qu'il a su donner à ses phrases a pu l'inciter à glisser dans son étude le jugement partial qui condamne injustement l'écrivain et il ne faut pas qu'il puisse invoquer les faveurs concédées à sa profession légitimement exercée, pour échapper aux sanctions qu'il a pu encourir.

Les tribunaux anglais ne sont pas tendres à l'égard des diffamateurs et ils assimilent aisé-

ment la critique à la diffamation. Voici un procès qui a fixé la jurisprudence anglaise en matière de critique et qui donne une idée de la sévérité des juges d'Outre-Manche.

M. et Mme Merivale avaient écrit en collaboration une pièce de théâtre : *La Domination*, sujet peu nouveau, car il s'agissait exclusivement des conséquences de la passion du jeu. Une jeune femme, mariée depuis peu à un baronnet d'un certain âge, avait fait la connaissance d'un aventurier étranger qui l'avait engagée à faire une partie de cartes. La malechance s'étant acharnée contre elle, elle fut au bout de peu de temps débitrice de 5.000 livres (125.000 francs). Dans l'impossibilité de payer son malhonnête créancier, elle dut subir sa volonté (sa domination), et profitant de ce que la situation de son mari le retenait tous les soirs à la Chambre des Communes, elle était devenue la complice habituelle de l'aventurier dans toutes les parties où il jouait aux cartes et où il trichait.

Le lendemain de la production de la pièce paraissait une critique de M. Carson : « Le drame, disait-il, ne nous apporte rien d'autre qu'un ramassis de tous les vieux moyens dont il a été fait usage « *ad nauseam* ». La confiance du mari stupide (fatuous husband) pour sa méchante femme (naughty wife), la double existence de celle-ci, l'aristocrate manquant de noblesse et le vilain

étranger, tout cela a soulevé la protestation du public. »

M. et Mme Merivale poursuivirent M. Carson en diffamation. Ils prétendaient que le mot « naughty » avait été employé dans une acception d'argot ; qu'il était de nature à faire croire à ceux qui avaient lu la critique sans voir la pièce, qu'il s'agissait d'un drame banal d'adultère ; que ce jugement était susceptible de discréditer les auteurs dans l'esprit des lecteurs.

Le défendeur, de son côté, déclarait que le mot « naughty » n'avait pas et ne pouvait pas avoir le sens qu'on entendait lui prêter ; que même l'aurait-il eu, le fait de dire que l'auteur avait traité de l'adultère n'eût pas constitué une diffamation ; qu'enfin, si un critique, pour exprimer son opinion parfaitement honnête, usait de termes malheureux qui pouvaient donner de l'œuvre une idée peut-être inexacte, il ne commettait cependant pas une diffamation (1).

Le jury rendit un verdict en faveur des plaignants, qui obtinrent 1 shilling (1 fr. 25) de dommages-intérêts. La légèreté de la peine prononcée prouva que les torts du défendeur n'étaient pas bien graves dans l'esprit du jury, qui voulut seu-

(1) Louis Helbronner. — Thèse, Paris 1901 : « De la diffamation et de la répression en droit anglais. »

ment lui indiquer que l'usage des termes vulgaires excède les bornes de la véritable critique.

Les tribunaux français sont beaucoup moins sévères vis-à-vis des critiques ; nous en pourrions juger à l'examen de quelques espèces.

Pour mieux examiner le problème délicat des droits de la critique, jetons d'abord un coup d'œil sur la situation des adversaires en présence.

Voici, d'une part, le *genus irritabile* des poètes, des acteurs, des artistes, tous personnages qui se jugent généralement avec la plus grande indulgence. M^e Albert Richard, au cours du procès Alvarez-Comœdia, raille avec esprit les ténors, sous le prétexte de les excuser : « Vous savez, dit-il, que les ténors ont une mentalité particulière. Ce n'est point tout à fait leur faute si leur personnalité se fait, en certains cas, un peu encombrante ; ils sont si bien les enfants gâtés du public, ceux que l'on admire, ceux que l'on encense, ceux qu'une foule en délire acclame tous les soirs ; on dit même que leur prestige subsiste quelquefois encore après qu'ils ont quitté la scène ; et ce sont alors, pour eux, d'autres apothéoses, quoique sans lumière électrique ni flammes de bengale. »

M. Adolphe Brisson, parlant de la fatuité des comédiens, rapporte une piquante anecdote : « Que voulez-vous, me disait l'un d'eux, auquel j'avais demandé l'explication de sa susceptibilité, quand vous écrivez sur moi un article des plus flat-

teurs, mais qui contient une restriction, je suis dans la situation de quelqu'un à qui vous présenteriez un bol du lait le plus savoureux ; mais si dans ce lait il y a une mouche... alors, je ne vois plus que la mouche. »

En face de ces personnages, dont l'amour-propre est outré, se placent les critiques.

Le critique est celui qui fait profession de rendre compte au public des impressions par lui ressenties à la suite d'une représentation théâtrale, à la vue d'une œuvre d'art quelconque, tableau ou autre.

L'existence d'une semblable profession serait inexplicable si nous ne savions déjà que l'esprit de critique est un mal inhérent à la nature humaine. Il paraît anormal, en effet, que des gens fassent métier de dire : « Tel homme a du génie, tel autre est un sot. »

Eh quoi ! je ne pourrai construire une maison, acquérir un jardin, acheter un cheval sans que le premier venu, se mêlant d'affaires qui me regardent seul, s'écrie que la façade de ma maison est prétentieuse, mon jardin trop petit, mon cheval trop maigre ? Et si mon esprit a conçu une idée nouvelle, ne puis-je la faire paraître dans un livre sans m'exposer aux railleries d'individus que je n'ai point consultés et sur les ouvrages desquels je n'ai jamais donné mon avis ? D'où tirent-ils

leur droit ceux qui se permettent de dire que j'ai bien ou mal agi ?

D'un avis unanime, une œuvre quelconque, mise en présence du public, peut être jugée par tout le monde et son auteur serait mal venu à se fâcher des opinions que la publication de son travail a pu faire naître, si désobligeantes soient ces opinions. La raison d'être de cet état de choses, c'est que l'auteur qui livre son œuvre au public sollicite en quelque sorte son jugement. « Si vous ne voulez pas qu'on critique votre talent, dit M. Fabreguettes (1), qu'on juge vos discours, vos livres, ne parlez pas en public, ne publiez pas vos livres. Mais du moment que vous êtes monté sur les planches, que vous avez abordé la tribune, publié une œuvre artistique ou littéraire, toute personne, tout journaliste, peut vous juger comme il lui plaît. Il n'a d'autre juge à cet égard que sa conscience ; quel serait, en effet, le Tribunal compétent pour lui prouver que sa critique est injuste ou de mauvaise foi ? »

Portalès (2) a écrit dans le même sens : « On peut attaquer avec liberté la réputation de talent et de mérite, c'est l'objet de la critique très distinct de la satire. Tout ce qui blesse la réputation

(1) Fabreguettes. — Traité des délits politiques, t. II, n° 186.

(2) Portalès. — Choix de rapports, t. VIII, p. 103.

de talent et de mérite est un obstacle à la gloire et offense l'orgueil ; mais la gloire est un bien que l'opinion distribue et qu'il n'est pas au pouvoir des lois de donner, ni de garantir. »

Tels sont donc les adversaires en présence. D'un côté, des personnes trop grisées d'applaudissements pour ne pas se croire impeccables ; d'autre part, des hommes qui, sous le prétexte d'assurer le progrès des Arts s'efforcent de prouver au camp adverse que la perfection est impossible à atteindre.

Des conflits sont inévitables.

Ces conflits seraient peut-être moins fréquents si les critiques n'abusaient parfois de leur situation privilégiée. Obéissent-ils toujours à leur conscience ? La haine et la sympathie ne forcent-elles pas leur jugement ? Celui qui s'est reconnu à tort des qualités de dramaturge ou de romancier, et dont les efforts n'ont pas été couronnés de succès, doit être souvent tenté de critiquer ceux plus heureux dont les ouvrages ont été favorablement accueillis. Celui également qui s'est efforcé de créer une œuvre et s'est vu obligé de reculer devant les difficultés à vaincre, n'est que trop enclin à la sévérité vis-à-vis des auteurs qui ont beaucoup produit.

M. Jules Janin était très sévère pour ceux qui, n'ayant jamais écrit, se mêlaient de critique. « Tout homme, disait-il, qui se mêle de critique

sans avoir rien produit de lui-même est un malhon-
nête homme. »

On ne saurait prendre à la lettre cette affirmation ; un homme peut manquer de l'imagination nécessaire à celui qui fait paraître des ouvrages, mais il peut, en même temps, être doué d'un jugement solide. C'est ainsi que M. Sarcey, qui n'a jamais produit de lui-même, fut un excellent critique.

Les méfaits reprochés aux critiques sont innombrables.

Ils peuvent être de mauvais goût. Leurs écrits pourront cependant entraîner la chute des ouvrages sur lesquels ils auront donné leur opinion. Ils peuvent être grincheux, déclarer sans examen approfondi les œuvres d'autrui bonnes à mettre au cabinet, ou encore, pour le plaisir de placer un mot, amuser leurs lecteurs au détriment de celui qu'ils jugent.

On accuse encore les critiques de vénalité. Dans un journal un artiste est pris à partie. Tout à coup comme par l'effet d'une baguette enchantée, les diatribes cessent. Qu'est-il arrivé ? C'est que le silence du critique a été acheté.

Enfin, les mauvaises langues vont jusqu'à dire que certains critiques, dont le cabinet est orné d'une chaise longue, ne se contentent pas toujours de porter une main hardie sur la bourse de leur justiciable.

Dans toutes ces hypothèses, il est certain que le critique nuit à ses adversaires. En a-t-il le droit?

La question ainsi posée ne saurait se résoudre que par la négative. L'article 1382 du Code civil dit, en effet, que tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

Mais si nous examinons le problème de plus près, nous voyons qu'il faut en décider autrement ; le critique peut nuire indirectement et sans avoir cherché à mal faire. Tout écrivain, tout artiste, est, en effet, un commerçant : le premier vend des romans ou des drames, le second vend son talent de comédien ou de chanteur. L'un et l'autre signent des traités avec des éditeurs ou des impresarii.

Or, si nous écrivons que tel comédien nous paraît ne pas comprendre le rôle tel que l'auteur l'a écrit, que tel acteur émérite ferait mieux de se retirer dans sa gloire acquise, et que nous craignons de le voir au premier jour bafouiller son rôle sans même entendre les appels désespérés du souffleur, si nous disons d'une ingénue de 45 ans que son éternelle ingénuité a peut-être un peu perdu de sa fraîcheur, ou toutes autres choses semblables, celui ou celle dont nous aurons parlé pourra soutenir que nous avons porté atteinte à ses intérêts pécuniaires et dire que si son livre ne se vend pas, si son directeur lui chicane ses appointements ou s'il

refuse de lui renouveler un traité, c'est de notre faute.

Très certainement, cela sera, en effet, de notre faute ; mais la personne que nous aurons ainsi blâmée aura-t-elle pour cela le droit de nous traîner devant les tribunaux ? Cela est inadmissible, car, en ce cas, le critique, quelle que soit sa modération, n'aurait jamais la certitude de n'être point exposé à une responsabilité civile ; il pourrait y avoir des écrivains ou des artistes qui soutiendraient toujours que le critique ne les a pas loués comme ils le méritaient, que cet éloge insuffisant équivaut à une censure des plus dommageables et, en conséquence, qu'il y a lieu de poursuivre.

Une semblable théorie n'est pas applicable, car elle conduirait à ce résultat qu'après avoir accordé tous les droits à la critique on les lui retirerait tous. La critique aurait été formidablement armée avec défense de se servir de ses armes.

Toute critique qui atteint un écrivain ou un artiste dans l'exercice de son art, l'atteint en même temps et fatalement dans le commerce qu'il fait de cet art. Il n'en peut être autrement.

Il nous faut donc arriver à cette conclusion que le critique peut nuire impunément, toutes les fois que sa mauvaise foi ou son intention de nuire ne sera pas évidente.

Cette mauvaise foi, cette intention de nuire, seront le plus souvent très difficiles à démêler ; le

critique invoquera l'axiome : « *Neminem lædit qui suo jure utitur* », et l'on comprend aisément combien la tâche des tribunaux sera délicate.

Nous allons voir comment ces tribunaux ont résolu les problèmes dont on leur réclamait la solution.

§ I. — *A partir de quel moment le droit de la critique peut-il s'exercer ?*

La première question que l'on puisse se poser à propos des droits de la critique, est celle de savoir à partir de quel moment elle peut les exercer.

Un journal aura-t-il le droit de faire paraître dans ses colonnes l'analyse d'un drame qui n'a pas encore été joué ou d'un roman non mis en vente ?

Pour nous, la réponse n'est pas douteuse. Jusqu'au moment où la publication a été autorisée par l'auteur, l'œuvre restera dans le domaine de la conscience. L'auteur doit pouvoir disposer jusqu'à cet instant et à son gré de ses maquettes, de ses esquisses, de ses manuscrits. Il peut, en effet, se raviser, estimer l'œuvre indigne de lui, il peut vouloir la polir une fois encore, la remettre sur le métier ; il peut enfin, juger l'œuvre immorale, et, pris de remords, se refuser à lui faire voir le jour.

Ces différentes hypothèses se sont produites. En

1891, au Palais-Royal, une comédie de Meilhac et Saint-Aubin, accueillie plus que fraîchement à la répétition générale, est reprise par ses auteurs, qui y travaillent pendant trois semaines ; la première a lieu ensuite : on joue la pièce près de cent fois. La même année, dans *Mariage Blanc*, à la Comédie-Française, M. Jules Lemaître transforme son dénouement après la répétition générale. Encore à la Comédie-Française, en 1892, M. Jean Richepin coupe un tableau de *Par le Glaive*. En 1897, au théâtre Antoine, M. François de Curan modifie le *Repas du Lion* en sacrifiant son cinquième acte. En 1901, toujours à la Comédie-Française, on renonce à jouer *Chérubin*, de M. F. de Croisset. La première n'a jamais été représentée à Paris.

C'est par la publication que l'œuvre échappe à la souveraineté de l'auteur pour entrer dans le domaine du droit. Jusque-là, il est maître absolu de sa pensée, de ses brouillons, de ses ébauches. Les tiers qui, par une indiscretion, ou grâce à la confiance de l'auteur, ont pu avoir communication de son manuscrit ou des épreuves d'impression, sont sans droit pour en révéler au public le sujet, les épisodes et le développement.

Il existe, en ce sens, un jugement du 8 juin 1830.

M. Darthenay, sous le prétexte de rendre compte d'un roman nouveau de M. J. Jeanin, intitulé *Confession*, avait inséré dans son immense journal *Le Cabinet de Lecture*, cinq chapitres contenant l'ex-

position, le drame et le dénouement de cet ouvrage. M. Mesnier, libraire, cessionnaire de *Confession*, se plaignit et le tribunal correctionnel de la Seine déclara « qu'insérer textuellement dans un journal quotidien ou hebdomadaire plusieurs chapitres d'un ouvrage ou roman nouveau, de manière à présenter toute la partie romanesque ou dramatique dans un ensemble assez complet pour satisfaire la curiosité de la plupart des lecteurs et les empêcher d'acheter l'ouvrage, c'est commettre le délit de contrefaçon ».

De même, en matière théâtrale, l'auteur doit pouvoir jusqu'à la représentation publique, modifier librement le texte de la pièce ; aussi est-il interdit aux critiques dramatiques d'en rendre compte et d'en divulguer les péripéties avant la première représentation, celle-ci eût-elle été précédée d'une répétition générale. Un jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 20 novembre 1889, confirme cette opinion.

Cette question vient récemment d'être remise sur le tapis.

Le *Matin* avait publié une analyse de *L'Affaire des Poisons*, le jour même où elle devait être représentée à la Porte Saint-Martin ; l'auteur du drame, M. Sardou, fit alors observer qu'une pièce appartient à celui qui l'a faite tant que n'a pas été jouée la première représentation et que jusque-là ceux

qui l'ont vue par invitation spéciale n'ont pas le droit de lui donner une publicité quelconque.

Les circonstances ont changé, répliquent les adversaires de M. Sardou, car en dehors des critiques les directeurs de théâtre ont aujourd'hui pris l'habitude de convier toute la ville à leurs répétitions générales devenues ainsi de véritables « premières ».

Nous ignorons si la question a été jugée par les tribunaux ; si elle l'a été, nous avons quelque raison de croire que M. Sardou a eu gain de cause.

Si nous n'avons pas l'avis de la jurisprudence sur ce dernier litige, nous pouvons citer du moins l'opinion de quelques critiques parmi les plus autorisés.

M. Félix Duquesnel déclare, dans le *Gaulois* : « Pour écrire une critique simplement honnête, il ne faut jamais l'entreprendre aussitôt après le spectacle. On risque ainsi d'être injuste en louant ou blâmant trop, soit pour avoir subi l'influence admirative d'une coterie avisée, soit pour ressentir encore l'agacement cuisant de ce qui vous déplut. Ici surtout la nuit porte conseil. »

Dans les *Débats*, M. Faguet estime : « que le criterium dans cette affaire, c'est la présence du public payant, le seul qui compte comme vrai public ; tant qu'il n'a pas vu la pièce, on n'a pas le droit d'en parler ».

M. René Doumic, dans *La Revue des Deux-Mon-*

des, est d'avis que l'impression produite par une pièce à la répétition générale et à la première est sensiblement différente. Il faut contrôler l'une par l'autre. Rappelez-vous, dit-il, que Sarcéy quand une pièce l'intéressait, retournait l'entendre un soir de représentation ordinaire.

M. Paul Hervieu forme le vœu que l'on en revienne au vieux système de la critique hebdomadaire, celle qu'on fait à tête reposée et qui est la plus solide.

En thèse générale donc, de l'avis des intéressés eux-mêmes ou tout au moins de certains, d'accord en cela avec la jurisprudence, la critique ne peut s'exercer contre une œuvre que quand elle a été livrée à la publicité.

§ II. — *Comment le droit de critique peut-il s'exercer ?*

Une fois l'œuvre publiée, la critique sollicitée, en quelque sorte par l'auteur; s'exerce légitimement si elle limite son examen au caractère purement artistique de cette œuvre, si elle apprécie la valeur littéraire de la pièce, l'intérêt esthétique de la mise en scène, le jeu des interprètes, et si elle formule les appréciations avec loyauté et bonne foi.

La question consistera donc à savoir si le critique a été loyal et de bonne foi. Or, comment le prouver ? Là où l'auteur de l'article soutiendra qu'il est sincère, sa victime l'accusera, au contrai-

re, de dénigrement systématique. Et ce sera aux tribunaux de mettre fin aux débats.

Comment les juges ont-ils résolu les difficultés qui leur étaient présentées ? C'est ce que nous saurons quand nous aurons procédé à l'examen de quelques espèces.

Un journal avait à diverses reprises publié sur le compte d'un avocat des articles dont voici un specimen :

« A M^e B..., dont la plaidoirie éloquente est prononcée d'une voix bien timbrée, succède M^e G... Est-ce un avocat ? Son débit est celui d'un acteur, il est mélodramatique ; ses éclats de voix, ses gestes, ses attitudes, sont ceux d'un comédien de Montmartre jouant le rôle d'un traître de vieux mélodrame. »

M^e G... engagea aussitôt un procès en dommages-intérêts contre le journal qui le représentait comme un histrion.

Le tribunal commença par poser le principe qu'il n'existait dans l'article incriminé aucune infraction à la loi de 1881, mais qu'il y avait lieu à une application de l'article 1382 du Code civil. En effet, disait le jugement, il y a eu contre M^e G... dénigrement systématique constituant au premier chef une faute qui peut donner ouverture à des dommages-intérêts.

Le journaliste avait dans le même article engagé la municipalité d'Albi à choisir un autre avocat

pour la défense de ses intérêts, et le tribunal retint (1) que le fait de dire d'un avocat qu'il est incapable de défendre les intérêts qu'une ville lui a confiés est une faute tombant sous le coup de l'article 1382 du Code civil.

La récente affaire Alvarez contre *Comædia* offre plus d'un point de ressemblance avec ce procès. Nous allons trouver ici encore une intention d'être désagréable, une atteinte portée non seulement à l'honneur et à la considération, mais même à l'existence matérielle.

D'ailleurs, voici les faits (2) :

Le journal *Comædia*, dont le premier numéro a paru le 1^{er} octobre 1907, commençait dès le 3 du même mois, contre M. Gourron, plus connu comme ténor de l'Opéra sous le pseudonyme d'Alvarez, une campagne extrêmement vive, au cours de laquelle nous relevons les phrases suivantes :

« Si les honneurs se comptent d'après le nombre des hoquets et des faussés notes, M. Alvarez en mérite beaucoup. » « Tout passe, la voix la plus solide comme la jeunesse ; seul, le talent survit à la jeunesse et à la voix ; or, chez M. Alvarez, le talent de chanteur est mince, celui de comédien est nul et les compositeurs, prudents personnages,

(1) Albi, 9 novembre 1898.

(2) *Comædia*, n^{os} du 25 décembre 1907 au 10 janvier 1908.

montrent peu d'empressement à lui offrir des rôles. »

Un article du 10 octobre se terminait ainsi :

« On m'affirme que la prochaine direction s'est assurée le concours de M. Alvarez à des conditions exorbitantes. Ce serait une faute et une maladresse ; je refuse d'y croire. Si l'engagement est signé, le public se chargera, je l'espère, de le faire résilier. Au besoin, je l'y aiderai par haine du faux art. »

Le 15 octobre, M. Alvarez s'entend traiter de « foyer sans chaleur, bûche qui fume sans jamais flamme ni lumière ». Et le 20, après avoir fait l'éloge de Mlle Mérentié, le journal s'exprime ainsi : « Sur cette fleur épanouie s'est posé M. Alvarez, faux bourdon ».

Après avoir attaqué la considération artistique de M. Alvarez, le journal porte atteinte à sa considération privée. Il rapporte faussement que M. Alvarez a fait placer son effigie en cariatide dans l'hôtel qu'il s'est fait construire à Paris. Enfin, dans plusieurs articles, les rédacteurs de *Comœdia* semblent avoir pris à tâche de ridiculiser le nom patronymique de M. Alvarez, en faisant paraître des vers dont voici un modèle :

*Gourrons donc tous voir ce spectacle
D'un chanteur au ton aigrelet,
Poussant ses notes, ô miracle.
Par huissier, chez un pipelet.*

Effectivement, M. Alvarez, poussé à bout, avait fait déposer par huissier chez le concierge du journal *Comœdia* une assignation dirigée contre MM. Robert Oudot, gérant, Julien Torchet, auteur de l'article incriminé, de Pawlowski et Desgranges, le premier, rédacteur en chef, et le second, directeur de *Comœdia*.

Les débats, ouverts à la date du 26 décembre 1907, prenaient fin le 9 janvier 1908.

Le tribunal, dans son jugement, commence par affirmer les droits de la critique. « Il importe, dit-il, de maintenir hors d'atteinte les droits de la critique ; et les artistes en se consacrant au théâtre doivent faire abandon de toute susceptibilité et se résigner à être l'objet des appréciations les plus diverses, fussent-elles acerbes et injustes. » Mais, ajoute-t-il, la critique ne saurait s'exercer sans contrôle et sans limite, et dépasser le but qu'elle poursuit. Elle cesse, notamment, d'être permise lorsqu'elle vise plus particulièrement l'artiste dans ses intérêts privés. Et c'est ici le cas de M. Torchet puisqu'il incite la nouvelle direction à résilier l'engagement de M. Alvarez et engage le public à provoquer cette mesure, promettant au besoin son appui. Par ces motifs, le tribunal condamne MM. Torchet, Oudot, de Pawlowski et Desgranges solidairement à payer au demandeur la somme de 1.500 francs à titre de dommages-intérêts.

L'émotion était à peine calmée dans le monde des artistes et des comédiens, qu'un nouveau procès venait troubler la quiétude des auteurs dramatiques.

Une actrice de talent, Mme Régine Martial, faisait jouer, le 5 mars 1906, au Gymnase, une pièce en trois actes, intitulée *Sacha*. Le lendemain de la représentation, le *Matin*, sous la signature de Guy Launay, publiait cet entrefilet peu flatteur :

« Nous avons assisté hier à un étrange mélodrame, *Sacha*, ou le crime de la belle-mère illégitime. Cette comédie artificielle et violente ne pouvait être bien jouée. »

Profondément blessée, Mme Régine Martial, assigna le *Matin* devant le tribunal civil de la Seine pour réparation du préjudice moral et commercial que ce journal lui avait fait subir en dénaturant le titre de sa pièce. Le 11 février 1908, le tribunal rend un jugement dans lequel il dispose que Mme Martial ne justifie d'aucun préjudice résulté pour elle de l'entrefilet incriminé, qu'elle n'établit même pas que cet entrefilet ait été la cause de l'échec subi par le drame, enfin, qu'il n'est pas prouvé que l'entrefilet ait été écrit de mauvaise foi avec l'intention de nuire à l'auteur de *Sacha* ; par suite, ce jugement déclare la dame Martial mal fondée.

En présence des décisions que nous venons

d'examiner, quel criterium nous permettra d'établir les limites du droit de critique ?

Ce criterium apparaît clairement dans l'affaire Alvarez. Si M. Torchet s'était contenté de dire que le ténor de l'Opéra avait la voix fausse, qu'il était temps pour lui de prendre une retraite à laquelle lui donnait droit sa longue carrière, nul doute que le tribunal n'eût débouté M. Alvarez de sa demande. Mais, bien au contraire, M. Torchet poussait le public à faire résilier l'engagement signé entre M. Alvarez et son directeur. Au besoin, avait-il ajouté, je l'aiderai par haine du faux art.

Là était la faute pour le critique ; les termes employés par lui manifestaient son intention de nuire, et à défaut de préjudice matériel, il occasionnait un préjudice moral incontestable.

Dans le procès Régine Martial, il en est autrement. La demanderesse ne peut prouver que Guy Launay, en donnant à la pièce *Sacha*, le sous-titre « Crime de la belle-mère illégitime » ait eu l'intention de nuire. Elle ne fait, par ailleurs, la preuve d'aucun préjudice. C'est pourquoi nous voyons triompher son adversaire.

En résumé donc, le critique a le droit d'apprécier sévèrement, injustement même, car il est homme et peut se tromper, les œuvres des auteurs dramatiques ou le talent des artistes. Peu importe que l'auteur ou l'artiste perde de ce fait une somme d'argent, en ne vendant pas son ouvrage, ou

en se voyant refuser un engagement. Un seul point est à considérer : savoir si le critique a eu l'intention de nuire et a occasionné un préjudice. Il sera condamné au cas de l'affirmation ; en sens inverse il sera acquitté.

§ III. — *Le droit de réponse prévu par l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 s'étend-il aux articles de critique littéraire et artistique ?*

C'est une question qui fut longtemps controversée que celle de savoir si le droit de réponse prévu et autorisé par l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, s'appliquait à la critique littéraire et artistique.

Certaines personnes faisaient en la matière une distinction entre les imputations de faits précis et la critique ; aux imputations, elles reconnaissaient le droit d'opposer une rectification ; mais, en revanche, les appréciations qui portent sur un ouvrage ou sur le talent de personnes qui, par leur situation publique s'offrent aux critiques de la presse devaient, à leur avis, échapper à la règle ; aucune réponse ne leur était permise.

Cette opinion se basait sur les jugements de nos plus grands écrivains. On rappelait, par exemple, le mot de Voltaire : « Le droit de la critique est un droit sacré, car il aide à nous débarrasser de la médiocrité. » On ajoutait que la liberté de la

critique est la seule protection offerte au public contre les « Oronte » qui n'ont pas renoncé, en dépit de Molière, à faire figure de grands hommes. Enfin, on tirait argument de la parole de Chateaubriand : « La critique n'a jamais tué ce qui doit vivre. »

Tout ceci nous touche peu.

D'un avis à peu près unanime, le droit de réponse appartient dans toute sa plénitude aux personnes dont la situation, la profession et les actes publics autorisent le plus légitimement la discussion et la critique. Tels sont notamment les comédiens, chanteurs et auteurs dramatiques. Si le droit de réponse a quelque utilité, n'est-ce pas surtout pour ces personnes-là ? N'a-t-il pas été établi dans l'intérêt de ceux dont la presse s'occupe quotidiennement et qui, par conséquent, peuvent le plus souvent avoir à répondre.

Un procès, dont le retentissement fut immense parce qu'il mettait en avant deux académiciens célèbres, MM. Brunetière et Jules Lemaître, a définitivement fixé la jurisprudence.

Le 1^{er} juin 1897, dans un numéro de la *Revue des Deux-Mondes*, M. Lemaître émettait une appréciation des plus sévères contre *Frédégondé*, drame en vers de M. Dubout. Le critique disait notamment « que l'auteur ne recule devant aucune sottise pour frapper l'imagination, qu'il emploie des stratagèmes saugrenus et proprement stupides,

que sa pièce est un exemplaire étonnant du vieux drame en vers dans toute sa poncive horreur, et qu'en résumé M. Dubout a fait du fichu théâtre. »

L'auteur maltraité, usant du droit de réponse conféré par l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, adressa à M. Brunetière, gérant de la *Revue des Deux-Mondes* une lettre dans laquelle il réunissait les appréciations contrastées des principaux critiques ayant donné leur avis : Sarcy, Faguet, Duquesnel, etc., et il les montrait se contredisant les uns les autres de la façon la plus absolue. M. Brunetière refusa d'insérer la lettre de M. Dubout, sous le prétexte que dans sa réponse celui-ci représentait M. Lemaître « comme un forban littéraire guidé dans ses appréciations par d'inavouables considérations. »

Sur ce refus, M. Dubout actionnait le gérant de la *Revue des Deux-Mondes* devant le tribunal correctionnel, afin de le contraindre à l'insertion par les voies légales. Le tribunal renvoya M. Brunetière des fins de la poursuite et condamna le demandeur aux dépens parce que « le procédé de M. contradictoires des divers critiques était de nature à atteindre dans leur considération littéraire ceux auxquels l'opinion publique est habituée à accorder une compétence, un discernement, un tact supérieurs pour tout ce qui touche aux œuvres

théâtrales, qu'assurément ils seraient autorisés, si la réponse de M. Dubout était insérée dans la *Revue des Deux-Mondes*, à adresser des articles explicatifs ou rectificatifs et qu'en conséquence la résistance de M. Brunetière était justifiée. »

La Cour de Paris, devant laquelle M. Dubout avait interjeté appel de ce jugement, rendit un arrêt affirmatif. En vain, M. Brunetière, prenant lui-même la parole, fit-il entendre un plaidoyer des plus persuasifs, disant entre autres choses que si toute liberté était laissée contre une critique judicieuse, en revanche, dans le système de notre loi, il n'était point de réponse possible à une épithète injurieuse. En vain, fit-il ressortir que la revue participe beaucoup plus du livre que du journal, et qu'un article de revue pouvant s'élever à un chiffre respectable de pages, c'était atteindre cette revue dans ses intérêts que de permettre à la réponse d'être du double. M. Brunetière fut condamné et son pourvoi en cassation rejeté.

Le droit de réponse s'exerce-t-il même à l'égard des revues périodiques destinées à être reliées en volumes ? Est-il assez général pour s'étendre à la critique littéraire ou artistique ? Dans quelle mesure est-il limité par l'honneur du journaliste ou par l'intérêt légitime des tiers ? Telles sont les questions soulevées par ce procès et que la Cour de Paris et de cassation ont résolues d'une façon

à la fois juridique et conforme aux intérêts les plus respectables (1).

1° *Tout journal ou écrit périodique doit subir l'exercice du droit de réponse.* Ceci ressort nettement de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881, et il semble bien difficile de ne pas appliquer ce principe à une revue littéraire.

La revue, disait M. Brunetière, participe beaucoup plus du livre que du journal.

Certainement, il y a une part de vérité dans cette assertion. Chaque numéro, en effet, possède une individualité propre et l'on conçoit qu'il soit possible d'acheter un numéro isolé sans avoir l'intention de continuer cet achat pour les numéros suivants. Est-ce à dire, cependant, que l'on puisse considérer un numéro de revue comme un ouvrage séparé, indépendant des fascicules précédents et de ceux qui les doivent suivre ? Non, il existe un lien entre les différents numéros. Chaque revue, en effet, se propose un but général, qu'elle poursuit de numéro en numéro au moyen d'articles distincts et ses divers fascicules sont destinés à être réunis en volumes se faisant suite, numérotés et assemblés sous le même titre. La revue est donc un écrit périodique et les dispositions de l'article 13 lui sont applicables.

[(1) M. Jean Appleton, professeur à la Faculté de droit de Lyon. Dalloz, 99, 1, 289.

2° *Le droit de réponse s'étend aux articles de critique littéraire et artistique.*

M. Brunetière, dans sa défense, faisait valoir les arguments suivants :

La propriété d'une revue présente un caractère aussi respectable et absolu que la propriété des choses corporelles ; l'exercice du droit de réponse constitue une véritable entreprise sur cette propriété et doit donc être rigoureusement limité.

De plus, comment admettre que de méchants auteurs puissent faire insérer dans une publication respectable leurs médiocres productions et imposer le froissement d'une fâcheuse promiscuité à des hommes éminents ? S'il est difficile d'admettre qu'un étranger puisse se promener sur les terres d'autrui, il serait révoltant qu'on lui permette d'y planter de mauvaises herbes.

Enfin, la critique littéraire constitue une juridiction sans appel devant les arrêts de laquelle les auteurs doivent s'incliner en silence. Si les condamnés ont le droit de maudire leurs juges, du moins doivent-ils se garder de le faire dans le prétoire même où siège le tribunal.

Ce raisonnement ne nous paraît pas décisif. La doctrine et la jurisprudence (1) sont d'ailleurs fa-

(1) Chassan, *Traité des délits et contraventions de la parole*, t. I, n° 951. — Barbier : *Code de la Presse*, t. I, n° 136, p. 123. — *Jurisprudence* : Lyon, 19 janvier 1826 ; Cass. 11 sept. 1829 ; Cass. 27 nov. 1845.

vorables à l'existence du droit de réponse en matière de critique littéraire.

Le 4 mars 1822, M. de Peyronnet, garde des sceaux, s'exprimait en ces termes à la séance de la Chambre des pairs :

« Le journaliste ne doit pas être juge de la réponse, en ce sens qu'il ne peut juger de son utilité ou de sa nécessité dans l'intérêt de son auteur. Ainsi, que le particulier qui la présente ait tort ou raison de se trouver offensé, dès lors qu'il a été désigné le journaliste doit insérer sa réponse. »

La Cour de Paris et de cassation ont été de cet avis, qui d'ailleurs nous paraît être en parfaite harmonie avec l'article 13 de la loi de 1811.

L'insertion d'une réponse peut être requise par toute personne nommée ou désignée dans le journal ou l'écrit périodique. La loi n'exige aucune autre condition pour l'exercice de ce droit ; elle ne le supprime pas au cas où le journaliste se serait livré à la simple critique d'une œuvre littéraire ; pour apprécier l'œuvre, il nomme ou désigne l'auteur ; cela suffit pour que celui-ci ait le droit d'exiger une insertion.

La distinction que l'on a voulu faire entre les articles visant l'homme et ceux qui critiquent l'œuvre est d'ailleurs artificielle. Les journaux, en effet, s'attaquent moins à l'homme qu'aux actes qu'il accomplit.

Refusera-t-on le droit de réponse à l'homme pu-

blic dont la politique est blâmée, au manufacturier dont les produits sont dénigrés ? Assurément non ; pourquoi donc le refuser à l'artiste, au littérateur dont l'œuvre est critiquée ? Il peut avoir à protéger son œuvre un intérêt aussi légitime que l'homme politique à défendre ses actes ou l'industriel à plaider pour ses produits.

D'autre part, si l'on veut exclure le droit de réponse en matière de critique littéraire, il faut être logique et admettre que cette exclusion doit s'étendre au droit de rectification proprement dit. Si le droit de réponse est supprimé au bénéfice de la critique, c'est le droit de réponse tout entier qui doit être exclu et les auteurs ne pourront plus même rectifier les erreurs matérielles.

Ces considérations sont suffisantes pour justifier pleinement la jurisprudence de la Cour de Paris et de la Cour de Cassation. Ajoutons encore, cependant, que M. Brunetière, dans sa défense, semblait se faire une idée fausse du droit de critique et des prérogatives de la presse. Sans doute les personnes qui publient un journal, en sont les propriétaires ; mais comme toute propriété, la propriété d'un journal est soumise à des restrictions légales ; elle a pour limites les droits des tiers. Le droit de réponse que la loi reconnaît à ces tiers est le contre-poids indispensable à la puissance despotique dont ils dépendent. Les particuliers n'ont pas d'autre moyen de défense contre

les attaques qui ne vont pas jusqu'à la diffamation ou à l'injure. Le législateur a pensé que les particuliers devaient avoir le droit de livrer à une contradiction sérieuse les critiques dont ils sont l'objet. S'il a institué le droit de réponse, c'est pour permettre aux personnes attaquées l'accès du seul théâtre où leur défense puisse être efficacement présentée.

Au reste, de quoi pourrait se plaindre le journaliste, obligé d'insérer une réponse ? Si ses critiques sont abusives, il est juste qu'on puisse se défendre contre elles ; si elles sont légitimes, l'impuissance des efforts faits pour les réfuter sera leur meilleure justification. Est-il à craindre que grâce au droit de réponse les auteurs n'encombrent les journaux de plaidoyers *pro domo* ? Nous ne le pensons point ; les auteurs ont trop d'intérêt à ménager la critique pour la froisser par des répliques inopportunes.

3° *Le droit de réponse est limité dans une certaine mesure par l'honneur du journaliste et l'intérêt des tiers.*

Tel est le dernier principe affirmé par la jurisprudence de la Cour de Paris et de la Cour de cassation.

Lorsque la réponse faite à son article est injurieuse pour sa personne, le journaliste est en droit d'en refuser l'insertion. Mais on ne saurait aller trop loin dans cette voie ; on ne doit pas confon-

dre avec l'outrage certaines insinuations ironiques. Au demeurant, la provocation est ici, comme en matière de délits de presse, une excuse absolue à l'injure et peut légitimer certaines vivacités.

Les tribunaux tiendront compte de l'ardeur de l'attaque pour juger de la violence de la réponse.

Enfin, si l'intérêt des tiers peut permettre au journaliste de refuser l'insertion d'une réponse lorsque cette réponse est contraire à leurs intérêts, le défendeur est toujours en droit, quand sa défense l'exige, de mettre en opposition les avis du critique qui l'attaque avec les opinions de ses confrères.

Nous savons maintenant dans quelle mesure les dispositions de la législation sur la Presse s'appliquent à la critique.

Lorsque le journaliste, cédant aux ardeurs de sa plume, portera atteinte à l'honneur ou à la considération d'autrui par la publication d'écrits diffamatoires, on invoquera contre lui la loi du 29 juillet 1881.

Mais ce fait se produira rarement. Les journalistes sont des personnages circonspects ; le plus souvent ils disent gentiment des duretés et ne manquent pas d'édulcorer leur vinaigre d'une large cuillerée de miel. Dès lors qu'ils ne diffament point, leurs victimes ne peuvent avoir recours à la

loi de 1881 et doivent se contenter, si l'écrit leur est préjudiciable, de mettre en mouvement l'action civile dérivant de l'article 1382 du Code civil. Nous avons vu que c'était là le cas le plus fréquent et ceci nous permet de dire que la loi sur la Presse n'a pas été instituée pour la défense des victimes de la critique.

Toutefois, certaines dispositions de la loi de 1881 s'appliquent toujours à la critique. Ainsi les personnes blessées par un article de journal devront, pour connaître l'auteur responsable du préjudice qui leur est occasionné, recourir à l'échelle d'imputabilité adoptée par la loi de 1881 et assigneront tout d'abord le gérant du journal.

De même le droit de réponse prévu par l'article 13 de la loi sur la Presse s'exerce à l'égard de la critique littéraire et artistique ; la Cour de Paris et de Cassation ont été formelles sur ce point.

Mais ces dispositions appliquées aujourd'hui à la critique n'ont pas été prises pour elle et nous pouvons dire que le législateur de 1881 n'a eu en vue que la diffamation.

CHAPITRE III

DROITS DE LA CRITIQUE HISTORIQUE

Section Première. — LÉGITIMITÉ DES DROITS DE L'HISTOIRE

On doit des égards aux vivants ; on doit la vérité aux morts.

C'est bien de cette maxime que le législateur s'est inspiré quand il s'est occupé des droits de l'Histoire. Il faut, a-t-il pensé avec beaucoup de justesse, que l'historien ait des droits très étendus ; si, en recherchant la vérité et en l'exprimant, il risque de rencontrer la correctionnelle, il se taira. Pour qu'il remplisse sa mission, il importe qu'il ne puisse être menacé par aucune poursuite criminelle.

Un grand nombre d'hommes en notre siècle, sollicitent les suffrages de leurs concitoyens ou la confiance du gouvernement, ambitionnent les hautes situations politiques, veulent participer à la marche des affaires et influencer sur leur direction.

N'est-il pas juste, puisque ces hommes politiques recherchent la popularité et s'offrent à la foule, que l'écrivain puisse après leur mort les juger en toute indépendance, dire la vérité sur leur compte, apprécier impartialement leurs actions, les louer ou les flétrir (1) ?

« *Prima est historiæ lex. ne quid falsi audeat dicere. deinde ne quid veri non audeat.* » (2)

La lumière que fera ainsi jaillir l'historien ne sera pas tamisée sous le prétexte que la puissance de sa clarté risque de causer des victimes.

Des écrivains éminents ont défendu les droits de l'Histoire.

Le vieil Amyot (3) faisait remarquer que « l'Histoire a bien aussi sa manière de chastier les meschants par la note d'infamie perpétuelle dont elle marque leur mémoire, qui est un grand moyen de retirer des vices ceux qui autrement auroient mauvaïse et lasche volonté ; comme aussi est-ce un bien vif et poignant aiguillon aux hommes de gentil cœur et de nature généreuse pour les inciter à entreprendre toutes haultes et grandes choses, que la louange et la gloire immortelle dont elle énumère les bienfaisants ».

(1) Timbal. — Thèse Toulouse : « Condition juridique des morts. »

(2) Cicéron, *De Oratore*, 2, 15.

(3) Préface des œuvres de Plutarque, t. I, p. 25.

Pasquier (1) écrivait aussi dans ses Lettres :
« Appelez-vous mesdisance en un historiographe
quand il vous estale sur son papier la vérité toute
nue ? Nul n'est blessé que par soi-même. »

Châteaubriand (2) a parlé des droits de l'His-
toire dans un langage si élevé que nous nous en
voudrions de ne point reproduire textuellement
ses paroles : « Lorsque dans le silence de l'abjec-
tion, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de
l'esclave ou la voix du délateur, lorsque tout trem-
ble devant le tyran et qu'il est aussi dangereux
d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce,
l'historien paraît, chargé de la vengeance du peu-
ple. C'est en vain que Néron prospère, Tacite est
déjà né dans l'Empire ; il croît inconnu auprès
des cendres de Germanicus et déjà l'intègre Provi-
dence a livré à un enfant obscur la gloire des maî-
tres du monde. Bientôt toutes les fausses vertus
seront démasquées par l'auteur des *Annales*, bien-
tôt il ne fera voir dans le tyran déifié que l'his-
trion, l'incendiaire et le parricide ; semblable à
ces premiers chrétiens d'Egypte qui, au péril de
leurs jours, pénétraient dans les temples de l'ido-
lâtrie, saisissaient au fond d'un sanctuaire téné-
breux la divinité à qui le crime offrait l'encens de

(1) Lettres, livre III, lettre 8.

(2) Mercure de France, juillet 1807, t. XXIX, p. 7.

la peur et traînaient à la lumière du soleil au lieu d'un Dieu quelque monstre horrible. »

Sous l'empire de la loi du 17 mai 1819 et en l'absence d'un texte spécial, on s'était demandé si on pouvait en fait de diffamation, ressusciter les morts dans la personne de leurs descendants, pour autoriser ceux-ci à venger la mémoire de leur généalogie.

M. Grellet-Dumazeau (1) repoussait complètement toute application de la loi : « Il faut, disait-il, protéger la liberté d'écrire et les franchises de l'histoire. L'histoire saura judicieusement faire la part du temps et des circonstances, des hommes et des choses. Que deviendrait son indépendance, où serait l'utilité de ses enseignements s'il lui était interdit de diffamer les morts, parce qu'elle aurait le pouvoir de les calomnier ? Avec votre doctrine, rien n'empêcherait que les Montmorency et les Richelieu ne vinssent nous demander compte de nos jugements sur le ministre de Louis XIII et sur le complice de Gaston. Respectons la vie privée des hommes vivants, mais abandonnons à la justice de la postérité tous les actes de ceux qui ne sont plus. ».

A une date peu éloignée, M. Pelletan établissait que les droits de la famille privée ne devaient pas

(1) Fabreguettes. — Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse, t. II, n° 1339.

exclure les droits de la famille universelle représentée par l'Histoire : « Quelles leçons pourrait donner l'Histoire, si la loi de diffamation vient étendre son voile sur les morts pour les cacher à la postérité ? Qu'aurait donc à faire cette postérité, et pourquoi en appellerait-on à son jugement, si elle n'avait le droit de venger la victime et de flétrir le bourreau ? Il n'y aurait plus qu'à jeter pêle-mêle au Panthéon ou au même égout, et la gloire et l'infamie, et à proclamer cette espèce de communisme moral qui consiste à mettre dans le même plateau de la balance les noms de Washington et de Fouché ».

Ainsi définis, les droits de l'Histoire ne manquent pas de se heurter aux droits de la famille. Nous allons voir que le législateur, tout en reconnaissant la légitimité des premiers, n'a pas voulu sacrifier entièrement les seconds.

Section II. — RESTRICTIONS APPORTÉES AUX FRANCHISES DE L'HISTOIRE PAR LA LOI SUR LA PRESSE DU 29 JUILLET 1881.

La loi du 29 juillet 1881 prévoit, à côté des infractions dirigées contre les vivants, celles contre la mémoire des morts. Elle distingue ici encore la diffamation, l'injure et l'offense.

I. — DIFFAMATION

Nous avons vu au précédent chapitre que l'individu diffamé de son vivant peut faire poursuivre l'écrivain coupable, et que l'action publique qu'il met en mouvement varie suivant que le plaignant est un fonctionnaire public ou un simple particulier.

Les diffamations adressées à un mort seront-elles délictueuses et punissables ? Ses héritiers auront-ils le droit de plainte ? Quelles seront, dans le cas de l'affirmative, les règles qui présideront à l'exercice de l'action publique ?

Telles sont les questions qui s'imposent à notre examen. Toutes les législations anciennes ont réprimé la diffamation envers les morts.

Démosthène rapporte dans son discours contre Leptine, qu'une des plus belles lois de Solon était ainsi conçue . « On s'interdira la médisance sur un mort, quand même on s'entendrait injurier par ses enfants. ».

A Rome (1), Ulpien écrit :

Injuriarum nostro nomine habemus actionem, si fama ejus, cui heredes extitimus, lacessatur ;

(1) L. I, p. 5, D., *de Injuriis*, I, 47, t. X.

semper enim heredis interest defuncti existimationem purgare.

Au 5^e siècle, en Irlande (1), « toute atteinte à l'honneur, toute diffamation, toute satire, de même que tout ce qui peut faire rougir un homme, sera châtié à l'égal du vol et de l'assassinat, et l'offense s'aggraverait quand l'insulte s'appliquerait aux morts ».

Les auteurs de la vieille France reconnaissent à l'héritier le droit de poursuivre ceux qui déchirent la réputation de ses ancêtres.

D'après Ferrières (2), « les héritiers d'une personne contre laquelle on aurait vomi des injures après sa mort, en pouvaient poursuivre la réparation, comme il a été jugé par arrêt du 16 mai 1598 » (3).

Domat déclare de même que « si l'insulte est faite au cadavre, à la mémoire ou au sépulchre du défunt, l'héritier est en droit d'en demander la réparation » (4).

(1) *Revue des Deux-Mondes*, t. LX, p. 387.

(2) *Dictionnaire de Droit et de pratique*, éd. de 1779, t. II, p. 30.

(3) Cet arrêt, rapporté dans le nouveau recueil des arrêts de Bourgogne, éd. de 1628, t. II, p. 578, démontre que la diffamation envers les morts donnait ouverture à une action publique, car, en l'espèce, l'inculpé fut condamné à l'emprisonnement.

(4) *Supplément au droit public*, éd. de 1705, p. 262.

Muyart de Vouglans s'exprime ainsi : « Les héritiers peuvent poursuivre l'injure faite au défunt, soit de son vivant, soit après sa mort, en insultant à son cadavre ou à sa mémoire » (1).

Ni le Code pénal de 1791, ni celui de 1810, ne s'occupent de la mémoire des morts.

La loi du 17 mai 1819 n'envisage pas non plus la question et une controverse s'engage sur son interprétation. L'article 13 disait seulement : « toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation. » Les autres articles employaient des expressions analogues, et il s'agissait de savoir quelle étendue l'on devait donner au terme « personne ». Pour certains (2), cette expression était applicable aux vivants seuls et l'héritier ne pouvait protester contre la diffamation adressée à son auteur que si elle se doublait d'une diffamation personnelle envers lui-même. Mais cette opinion ne prévalut pas ; des

(1) Introduction au droit criminel, éd. de 1768, p. 2.

(2) Doctrine : Paillart : Franchise de l'Histoire, p. 13 ; Sourdat : Traité de la responsabilité, t. I, n° 65. — Jurisprudence : Affaire Brune, *Moniteur* du 15 août 1819 ; affaire la Chalôtai, Trib. Seine, 19 avril 1826 ; *Gaz. Trib.*, 30 mai 1826.

hommes éminents (1) s'insurgèrent contre elle et la jurisprudence refusa de la sanctionner.

Sous l'empire de la loi de 1819, se produisirent de vives attaques contre les défunts. Nous croyons devoir citer ici quelques espèces particulièrement intéressantes, tant par la qualité des prévenus que par la façon dont elles passionnèrent l'opinion publique.

En 1856 et 1857, furent publiées les mémoires posthumes du maréchal Marmont, duc de Raguse.

Le tome VI de cet ouvrage contenait de graves imputations contre la conduite tenue par le prince Eugène de Beauharnais dans les événements de 1813 et 1814. L'auteur y accusait le vice-roi d'avoir intrigué dans ses seuls intérêts et d'avoir été, par cela même, la cause la plus efficace de la catastrophe. Les héritiers du prince réclamèrent contre ces allégations déshonorantes pour leur auteur. Ils s'adressèrent d'abord, par l'entremise de M. Planat de Lafaye, ancien officier d'ordonnance de l'Empereur, à qui tous les documents rectifica-

(1) Carnot, t. I, p. 309 ; Mangin, Action publique, t. I, n° 127 ; Dupin, Observation sur plusieurs points de notre législation criminelle, p. 276.

(2) C. de Cass. 24 mai 1860, D. 60, 1, 213, Aff. Dupanloup ; C. de Cass., 23 mars 1866, D. 67, 1, 131, Aff. Le-prince ; Trib. Seine, 8 novembre 1836, *Gaz. Trib.* du 9 nov. 1836.

tifs avaient été remis à l'éditeur des *Mémoires*, le sieur Perrotin, et lui demandèrent l'insertion de ces documents à la suite de l'un des volumes.

Les parties n'ayant pu s'entendre sur les termes de la notice qui devait précéder ces documents, un procès s'ensuivit. Le 24 juillet 1857, le Tribunal de première instance de la Seine statuait sur la difficulté dans les termes suivants :

Attendu que « l'inexactitude des assertions du maréchal Marmont est prouvée jusqu'à l'évidence par les paroles de l'Empereur, qui a reconnu lui-même la fidélité du prince Eugène, jusque dans les derniers jours de la lutte » ;

Attendu que les franchises et immunités de l'Histoire ne sauraient faire perdre de vue que son but est de faire connaître la vérité ; que c'est dans l'intérêt de la vérité qu'on reconnaît à l'histoire le droit de formuler son appréciation sur les hommes et sur les événements, mais que l'écrivain n'a pas le droit d'avancer témérairement des faits controuvés et en contradiction avec les témoignages les plus graves ;

Attendu que le duc de Raguse s'est écarté de la vérité, et que Perrotin, en éditant les *Mémoires* du maréchal, s'est rendu responsable de la faute de leur auteur ;

Par ces motifs,

Ordonne que Perrotin sera tenu d'insérer dans tous les exemplaires à sa disposition et dans les

éditions qui seraient ultérieurement publiées, les documents recueillis par Planat de Lafaye ; faute de quoi, autorise les demandeurs à faire saisir tout exemplaire qui ne porterait pas les rectifications et insertions ordonnées, et condamne Perrotin aux dépens ».

Appel fut interjeté par Perrotin devant la Cour, qui confirma le jugement, avec amende et dépens.

Vers la même époque, en 1859 et 1860, Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans, faisait paraître plusieurs écrits polémiques, ayant trait à la souveraineté temporelle du Saint-Siège et du démembrement dont les Etats pontificaux étaient menacés. L'un de ces écrits, en forme de lettre au rédacteur en chef du *Constitutionnel*, donna lieu à deux plaintes en diffamation contre le prélat : l'une de la part du journal *Le Siècle*, qui avait cru voir dans certains passages de la brochure une atteinte à son honneur ; l'autre de la part de Mme veuve Bertin et consorts, héritiers de Mgr Rousseau, ancien évêque d'Orléans, à raison d'attaques dirigées contre la mémoire de ce dernier.

Mgr Dupauloup, écrivant au rédacteur en chef du *Constitutionnel*, accusait Mgr Rousseau de s'être bassement soumis aux ordres du gouvernement impérial à l'époque où de graves dissensions avaient éclaté entre l'empereur Napoléon I^{er} et le pape Pie VII. Il terminait en ces termes :

« Sur tout cela, je suis condamné à vous dire que

Monseigneur Rousseau ignorait l'histoire, qu'il ignorait plus encore les principes de l'Eglise gallicane et, ce qui est pire, qu'il ignorait l'honneur épiscopal ». D'où plainte des héritiers.

La connaissance de ce double litige appartenait, à raison de la qualité du prévenu, à la Cour Impériale qui ne pouvait être saisie que par la citation du Procureur général. Dans son arrêt du 19 mars 1860, ce Tribunal déclara injustifiée la plainte des rédacteurs du *Siècle*, considérant que Monseigneur Dupanloup n'avait pas diffamé ni eu l'intention de diffamer ce journal, mais qu'il s'était borné à repousser les attaques. Il débouta également Mme veuve Bertin et consorts.

La Cour Impériale expliquait son jugement en ces termes : « La loi du 17 mai 1819 définit la diffamation, l'imputation d'un fait portant atteinte à l'honneur de la personne. Or, le mot « personne » ne s'est jamais appliqué qu'aux vivants et comme il n'appartient pas aux juges de suppléer au silence de la loi, la plainte des héritiers Rousseau n'est point recevable. »

Telle ne fut pas l'opinion de M. le Garde des Sceaux, et par lettre du 27 avril 1860, il donna ordre au Procureur général près la Cour de Cassation, en vertu de l'article 441 du Code d'Instruction Criminelle, de dénoncer à la section criminelle de cette Cour l'arrêt de la Cour Impériale de Paris entre les sieurs Rousseau et Monseigneur Du-

panloup comme contraire aux lois des 17 et 26 mai 1819.

La Cour Suprême cassa l'arrêt de la Cour Impériale et consacra une jurisprudence basée sur les principes suivants :

« Le respect de la réputation d'autrui ne s'arrête pas aux limites de l'existence humaine. Il importe que chacun soit assuré que l'honneur de sa mémoire ne sera pas moins sauvegardé que l'honneur de sa vie ; et c'est par une fausse interprétation de la loi du 17 mai 1819 que la Cour Impériale appliquait le mot personne aux seuls vivants. »

Les Tribunaux n'adoptèrent pas cette jurisprudence et nous allons être témoins dans l'affaire Leprince d'une véritable lutte entre la Cour de Cassation et les juridictions inférieures.

Le 19 août 1865, le sieur Cornon, ayant rencontré à Saint-Aubin-du-Cormier, la dame Peltier, fille du sieur Leprince, notaire décédé, la traita de fille de recéleur et soustracteur, et ne cessa de l'injurier que quand elle se fut réfugiée chez son beau-frère. Le 23 du même mois, en audience publique, et malgré les observations du ministère public, Cornon accusait le sieur Leprince d'avoir fait des faux.

A la suite de ces faits, les sieurs Perrin, docteur-médecin, et Peltier, notaire, domiciliés à Saint-Aubin-du-Cormier, agissant comme maîtres des

droits et actions de leurs femmes, filles et seules héritières du sieur Leprince, citèrent le sieur Cornon devant le Tribunal correctionnel de Fougères pour avoir tenu publiquement des propos injurieux et diffamatoires envers la mémoire du sieur Leprince.

Le 29 septembre 1865, le tribunal correctionnel de Fougères rendait un jugement qui déclarait que les dispositions répressives de la diffamation ne s'appliquaient pas aux imputations dirigées contre les personnes décédées, sauf le droit des héritiers de celles-ci d'exercer l'action ordinaire en dommages-intérêts devant la juridiction civile.

Les sieurs Perrin et Peltier interjetèrent appel devant la Cour Impériale de Rennes ; mais celle-ci ayant, à la date du 2 novembre 1865, confirmé le jugement du tribunal de Fougères, ils n'hésitèrent pas à se pourvoir en Cassation, invoquant :

En premier lieu, la violation des articles 13, 14, 18 et 19 de la Loi du 17 mai 1819. L'arrêt attaqué avait, effectivement, refusé de considérer comme tombant sous l'application de ces articles la diffamation et l'injure publiques envers la mémoire des morts.

En second lieu, la violation de l'article 5 de la loi du 26 mai 1819, car le même arrêt avait dénié aux héritiers d'une personne diffamée après son décès le droit de poursuivre le diffamateur.

La Cour de Cassation, fidèle au principe qui

avait dicté le jugement du 24 mai 1860 (1), disposa que l'on ne pouvait s'arrêter à cette objection tirée de l'arrêt attaqué, qu'il était nécessaire de maintenir intacts les droits de l'histoire, car la diffamation n'est un délit que quand elle est inspirée par la mauvaise foi et dirigée par une intention malveillante et que, dans ces conditions, l'histoire impartiale et honnête est à l'abri de la pénalité de la loi. La Cour suprême consacrait aussi cette opinion que l'honneur et la considération des citoyens se perpétuent dans le souvenir de ceux qui leur survivent et que la loi du 17 mai 1819 comprend sans restrictions tous les aspects de la diffamation.

L'affaire, par suite de renvoi, vint devant la Cour Impériale d'Angers, qui se prononça comme celle de Rennes.

La Cour de Cassation cassa ce nouvel arrêt après délibération en Chambre du Conseil. Aux arguments précités, elle ajouta le suivant, savoir que les propos diffamatoires avaient été publiquement adressés à la fille du défunt avec menace d'une responsabilité pour elle à raison des faits allégués et que l'outrage retombant ainsi sur les enfants, avait pour résultat de les léser.

Outre les procès que nous venons de citer, les

(1) Affaire Dupanloup, D. 60, 1, 213.

Annales judiciaires nous signalent que les tribunaux eurent encore à s'occuper de la conduite du Maréchal Brune en Suisse (1), de la défection du général de Bourmont à Waterloo (2). Ils discutèrent également les mérites du duc de Berry (3), les services rendus par Casimir-Périer (4), le désintéressement de Napoléon III (5), la capitulation de Metz (6), la Commune et ses atrocités (7).

En somme, avec la loi de 1819, la diffamation envers une personne décédée était un délit pénal et les héritiers avaient toujours le droit de poursuivre la répression, alors même qu'ils n'étaient pas personnellement diffamés. Il n'en est plus de même aujourd'hui.

L'article 34 de la loi du 29 juillet 1881 s'exprime en ces termes :

« Les articles 29, 30, 31 (8), ne sont applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que dans les cas où les auteurs de

(1) C. Assises Seine, 18 août 1819, *Moniteur* du 19 août 1819.

(2) Cass. 4 mai 1900, D. 1901, 1, 137.

(3) Cass. 24 avril 1823, *Journal du Palais*, 1823, p. 1056.

(4) Paris, 4 août 1839

(5) Cass. 24 mai 1879, D. 79, 1, 213.

(6) Tr. Seine, 3 août 1895, *Droit* du 4 août 1895.

(7) Tr. Seine, 10 mars 1897, D. 97, 2, 135.

(8) Ce texte manque de précision. En réalité, ce sont les art. 31, 32 et 33 qu'il fallait viser.

ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants. »

Nous allons voir quelques applications de cette nouvelle législation. Au mois de mai 1896 paraissait, sous le titre « Histoire de la Commune de 1871 », un ouvrage dont M. Lissaraguay était l'auteur et que mettaient en vente MM. Curel et Fayard.

On relevait à la page 403 de ce livre un passage ainsi conçu :

« L'extradition florissait à Paris. Un médecin renouvela les infamies de 1834. Tout le monde à l'hôpital Beaujon voulait sauver un fédéré blessé. Le chirurgien Dolbeau, professeur à la Faculté, fit monter des soldats, et enlever ce malheureux qu'ils fusillèrent. »

Les héritiers du docteur Dolbeau portèrent plainte et mirent à la poursuite du diffamateur une ardeur d'autant plus justifiée que les faits rapportés ne s'appuyaient sur aucune preuve directe.

Le Tribunal saisi de l'affaire se livra à une enquête au cours de laquelle les imputations portées contre la mémoire du docteur Dolbeau furent jugées totalement inexactes. Par suite, les sieurs Lissaraguay, Curel et Fayard furent condamnés « attendu que les accusations portées contre le docteur Dolbeau étaient de nature à jeter sur ses enfants une défaveur nuisible à leurs intérêts ».

Nous allons voir maintenant deux procès que l'on peut considérer comme les derniers épisodes de la retentissante affaire Dreyfus.

On sait quelles émotions souleva la condamnation de ce dernier et avec quelle violence ses détracteurs et ses apologistes se livrèrent bataille.

M. Emile Zola avait pris rang parmi les défenseurs de Dreyfus et il mettait au service de son client toutes les ressources de son talent.

Il fut soudainement pris à parti par ses adversaires. Nous signalons dans la polémique engagée par M. Judet les phrases qui devaient déterminer sa condamnation :

« Les maladies combinées du talent et du caractère de Zola ne livrent pas encore la clef de sa conduite, le secret de sa chute. A l'origine, il doit y avoir certainement une cause plus profonde, quelque tache sinistre, quelque mystère inouï, quelque fêlure inconnue, quelque honte corruptrice que nul n'a sondée et qui domine implacablement son œuvre impie comme sa vie infâme.

» Il était juste, inévitable que Zola ait discerné d'emblée dans l'armée qu'il déteste, Dreyfus comme l'officier modèle. Il devait aller spontanément, sans effort, à la trahison, comme les pornographes vont à l'aberration, comme les bêtes stercoraires vont au fumier et se délectent dans la pourriture.

» Un heureux hasard, en m'initiant au déshonneur d'un mort qui appartient à l'histoire, a trahi

la source ignorée, la cause profonde, la réelle explication des haines de Zola contre l'armée.

» J'ai pensé qu'il était légitime de le démasquer et nécessaire de frapper à la tête ; maître de son secret, j'ai disqualifié comme elle le méritait la fausse réputation de générosité derrière laquelle s'abrite le syndicat de mes ennemis... Par le pavillon, il fallait dénoncer la marchandise suspecte, il fallait diffamer, puisque l'affirmation d'un forfait irrécusable est une diffamation. J'ai donc diffamé volontairement, froidement, le père Zola, puisque le fils essaie de prendre sa revanche posthume aux dépens de la France ; j'ai crevé l'abcès purulent de la dynastie des Zola. »

Et M. Judet expliquait ensuite que la conduite de M. Zola fils était en parfaite conformité avec celle de M. Zola père, officier comptable concussionnaire.

Le tribunal, saisi de l'affaire, constate dans son jugement que M. Judet ne relate les faits imputés à Zola père que pour expliquer le rapport singulier qui noue la destinée du fils anarchiste à celle d'un père voleur, et que les imputations ont été dirigées contre Zola père incidemment, à la suite d'une longue et violente campagne contre le fils.

Il apparaissait donc clairement que M. Judet avait eu seulement pour but d'atteindre ce dernier et pour nous servir de ses propres expressions,

« de terrasser Emile Zola, le pornographe et le destructeur de la patrie par François Zola, le lieutenant voleur, remis une fois de plus au pilori ».

L'application de l'article 34 de la loi du 29 juillet 1881 était ici des plus simples.

Nous allons voir, tout au contraire, dans le procès Henry-Reinach, que cette application ne pouvait avoir lieu et que la demanderesse fut obligée de baser sa demande en dommages-intérêts sur l'article 1382 du Code civil.

Peu de temps après le suicide du colonel Henry au Mont-Valérien, M. Joseph Reinach publia, dans le *Siècle*, une série d'articles dans lesquels il cherchait les raisons déterminantes de la conduite du colonel. Il arrivait à cette conclusion, qu'Henry avait dû être le complice d'Esterhazy, en l'aidant à vendre des documents à l'étranger. Et il mettait Mme Henry au défi de le poursuivre. La veuve du colonel, poussée par le souci évidemment respectable de ne pas laisser peser sur la mémoire de son mari la peine d'une faute qu'elle le jugeait incapable d'avoir commise, assigna M. Reinach et le journal *Le Siècle* devant la Cour d'assises de la Seine.

Cette juridiction, contrairement aux conclusions de l'avocat général, M. Rambaud, se déclara compétente par un arrêt du 3 décembre 1900. Une loi d'amnistie étant intervenue le 27 décembre de la même année, la Chambre Criminelle, saisie d'un

pourvoi du ministère public contre cet arrêt, déclara l'action publique éteinte.

La dame Henry intente alors une action civile devant le tribunal civil de la Seine.

Ce tribunal recherche d'abord, dans son jugement, s'il y a lieu d'appliquer l'article 34 de la loi de 1881, d'après lequel la diffamation existe seulement quand son auteur a eu l'intention d'atteindre les héritiers vivants. Il reconnaît que durant la polémique violente et sans merci qui se suivait alors dans la presse, Chambré, gérant du *Siècle* et Reinach ont eu le tort d'oublier les égards dus à la douleur d'une femme et à la faiblesse d'un enfant. Mais, comme les inculpés n'ont pas eu l'intention de porter atteinte à l'honneur et à la considération de la veuve et de l'héritier vivant du lieutenant-colonel Henry, l'article 34 de la loi de 1881 ne saurait recevoir d'application dans la cause.

Cependant, les publications du sieur Reinach ont causé un préjudice incontestable à la demanderesse et à son fils mineur, et constituent une faute à la charge de Chambré et de J. Reinach. Au moment où ces derniers agissaient, la Cour de Cassation suivait, en effet, une enquête régulière dans le but de rechercher la vérité dans l'affaire qui passionnait alors l'opinion et les défenseurs avaient en conséquence un moyen légal et régulier de faire la lumière sur leurs doutes en

les soumettant à l'autorité légitime investie du pouvoir de contrôler leur imputations et d'en vérifier l'exactitude.

En ne suivant pas cette voie et en publiant dans leur journal, sans absolue nécessité, des assertions attentatoires à la mémoire du colonel et à la considération de sa veuve et de son fils, les défenseurs ont commis une imprudence qui engage leur responsabilité dans les termes de l'article 1382 du Code civil. Par suite, Chambré et J. Reinach doivent réparer le préjudice qu'ils ont commis par leur faute commune.

Ainsi, depuis 1881, la diffamation n'est plus, en elle-même, un délit pénal ; elle ne devient punissable que si l'écrivain a eu l'intention de nuire aux héritiers vivants.

Cette solution est l'application des principes juridiques admis pour la diffamation à l'égard des vivants. La jurisprudence tient compte en la matière des motifs et du but de l'agent. « Elle paraît maintenant fixée, en ce sens que le délit de diffamation suppose l'intention de nuire et que l'infraction disparaît quand le diffamateur a agi non pas dans un but d'animosité personnelle ou par vengeance, mais par un motif honorable ».

Il en serait ainsi, en temps de période électorale, si on diffamait un candidat qui sollicite les suffrages, pour éclairer les électeurs sur son indignité ; ou encore dans une réunion d'actionnaires pour

sauvegarder les intérêts de la Société que compromettrait la nomination d'un administrateur banqueroutier.

L'intention de nuire, justement exigée par les tribunaux, ne se rencontre pas chez l'écrivain qui fouille minutieusement la vie d'un mort dans une pensée exclusive de recherche scientifique et celui-ci doit, par conséquent, échapper à toute répression pénale (1).

Le repos des familles est assuré en l'absence de l'action publique. Si l'historien outrepassé ses droits ou commet des inexactitudes, la voie civile sera toujours ouverte aux héritiers qui obtiendront des dommages-intérêts en vertu de l'article 1382, ou feront inscrire un droit de réponse d'après l'article 34.

Le principe est donc certain. En thèse générale, il n'y a plus de diffamation envers les morts.

La diffamation devient répréhensible lorsque son auteur a eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants.

(1) La France, l'Italie, la Suède, l'Angleterre et la principauté de Monaco sont les seuls pays où la diffamation envers les morts, considérée en elle-même, échappe à toute répression pénale.

Mais les codes suivants se prononcent en sens contraire : Belgique 450 Code pénal ; Hollande 270 ; Allemagne 189 ; Autriche 495 ; Hongrie 273 ; Finlande 27 ; Portugal 427 ; Espagne 480.

Pour qu'une peine soit prononcée, deux conditions sont nécessaires :

Il faut d'abord qu'il y ait eu un préjudice subi par l'héritier. Tels sont les cas où un pamphlétaire l'accuse de profiter d'une fortune acquise par son auteur à l'aide de moyens criminels comme le vol, l'abus de confiance, l'escroquerie (1) ; rappelle une condamnation judiciaire encourue par quelqu'un de ses ancêtres (2) ; fait grief à sa mère d'avoir mené une vie désordonnée (3) ; reproche à son père d'avoir usurpé un titre nobiliaire ou de s'être servi de son autorité de maire pour tyranniser ses administrés.

En deuxième lieu, une intention coupable à la charge de l'inculpé est nécessaire. Il faut avoir voulu nuire à la situation morale, aristocratique ou électorale de l'héritier visé et avoir obéi à une pensée de haine ou de vengeance.

Puisque l'action publique est subordonnée à un préjudice personnel, il est logique de l'accorder à tous ceux qui éprouvent ce préjudice. Cela résulte, du reste, de l'expression très générale d' « héri-

(1) Barbier. — Code expliqué de la presse, t. II, p. 90 ; Fabreguettes, t. II, p. 482 ; Azard, thèse Paris 1901 : De la diffamation envers les morts et de la critique historique, p. 54.

(2) Azârd, p. 112.

(3) Cass., 29 avril 1897, D. 99, 1, 25.

tiers » employée par l'article 34. Jouissent donc du droit de plainte tous ascendants et descendants, le conjoint survivant, les collatéraux aux degrés successibles, les enfants naturels, les légataires universels et à titre universel. Cette faculté leur appartient simultanément, et ils la conservent alors même qu'ils auraient renoncé à la succession du diffamé.

Dans le cas où l'héritier est fondé à poursuivre, quel est le fondement de l'action qu'il exerce ?

Plusieurs jurisconsultes adoptent l'opinion suivante : « L'article 34 repousse entièrement la diffamation envers les morts et l'action intentée par l'héritier diffamé est une action personnelle. »

Des hommes éminents pensent, au contraire, que l'action prévue par l'article 34 est autre chose que l'action personnelle de l'héritier diffamé et qu'elle prend sa source, non dans la diffamation indirecte dont cet héritier est l'objet, mais directement dans la diffamation dirigée contre son auteur (1).

Cette dernière opinion a été consacrée par la jurisprudence dans le procès Henry-Reinach. La Cour d'assises de la Seine considère, en effet, dans son arrêt du 3 décembre 1900 :

« Que pour sauvegarder les intérêts supérieurs de l'Histoire, la loi n'admet le délit de diffamation

(1) Fourcaud. — Thèse Bordeaux 1891 : De la diffamation, p. 155.

des morts qu'autant qu'elle passe par-dessus leur tombe pour aller frapper les vivants ; mais que, dans cette hypothèse déterminée, elle constitue un délit spécial prévu par l'article 34 et puni des peines édictées par les articles 31, 32 et 33 ; que si tels n'étaient pas le sens et la portée de l'article 34, il serait sans signification et sans utilité puisqu'il n'attribuerait aux héritiers vivants aucune action nouvelle et ne leur accorderait, en définitive, que l'action personnelle qui leur appartient déjà en vertu des articles 31, 32 et 33 précités. »

Dès lors, c'est en contemplation de la personnalité même du mort qu'il convient de qualifier la diffamation et la qualité de l'héritier nous importe peu.

Quand le défunt diffamé était de son vivant un simple particulier, le tribunal correctionnel statuera sur la plainte ; il n'admettra aucune preuve et prononcera les pénalités prévues par l'article 32.

A l'inverse, chaque fois que le mort aura exercé des fonctions publiques et que des attaques seront dirigées contre ses actes ou même contre sa vie privée à l'occasion de ses fonctions, la Cour d'Assises sera toujours compétente. Un débat contradictoire s'ouvrira devant elle, au cours duquel la preuve des faits allégués pourra être fournie. Si elle est complètement rapportée, elle entraînera l'acquiescement du prévenu, et ainsi se trouve amplement respectée la liberté de l'histoire, puisque

l'historien aura le droit de tout dire à la condition de tout prouver ; si elle ne l'est pas, une condamnation interviendra qui punira l'inculpé des peines portées à l'article 31.

II. — INJURE

L'injure envers les morts obéit aux mêmes règles que la diffamation. Elle n'est une infraction pénale que si son auteur a voulu atteindre les héritiers vivants.

Suivant la qualité du défunt, le procès a lieu devant le tribunal correctionnel ou la Cour d'Assises. La preuve contraire interdite au premier cas est autorisée dans le second.

III. — OFFENSE

Les souverains défunts sont-ils garantis contre l'offense ? Telle est la question que nous allons examiner.

En 1822, un polémiste du nom de Clause attaquait la mémoire du duc de Berry. Il fut poursuivi devant le tribunal de Privas et condamné en vertu de l'article 10 de la loi du 17 mai 1819, ainsi conçu : « L'offense envers les membres de la famille royale sera punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans. » Le 24 avril 1823, la Cour de Cas-

sation approuvait l'application de ce texte parce qu'il prévoyait l'offense à la famille royale prise dans sa collectivité et que celle-ci pouvait bien résulter d'une insulte adressée à un mort.

Plus récemment, le gérant du *Siècle*, Villain-Landaiserie, fut assigné par Son Altesse Monseigneur Eugène Louis-Napoléon, résidant à Chislehurst (Grande-Bretagne). Le fils de feu Napoléon III visait trois articles du *Siècle* qui imputaient à ce dernier d'avoir, dans le cours de son règne, vendu illégalement 26.000 hectares de forêts appartenant à l'Etat et de s'en être approprié le prix pour augmenter sa liste civile. Il déférait ces écrits à la justice comme contenant une imputation diffamatoire pour la mémoire de son père.

Les tribunaux décidèrent dans cette affaire qu'à raison de la déchéance produite par la révolution de 1870, il n'existait pas d'offense, mais une simple diffamation envers un dépositaire de l'autorité publique pour faits relatifs à ses fonctions.

Après la mort de l'empereur d'Allemagne, le 9 mars 1888, on mit en vente deux placards, l'un représentant une image avec ce titre « Funérailles de Guillaume », l'autre constituant un simple écrit intitulé « Lettres de faire-part » et rédigé en termes grossiers. Ces publications pouvaient être déferées à la justice sous l'inculpation d'offense, après plainte émanée du gouvernement allemand, en vertu des articles 36 et 47 de la loi de 1881. Mais

à cause des relations entre les deux nations, le cabinet français préféra ne pas attendre cette plainte et chercha un biais dans la loi du 2 août 1882 relative à la répression des outrages aux bonnes mœurs. Le lendemain même de l'incident, M. Sarrien, ministre de l'Intérieur, fit saisir les placards en se fondant sur le caractère obscène et il engagea spontanément les poursuites.

Le critérium applicable à la matière sera le suivant : L'offense existe envers les souverains morts, nationaux ou étrangers. Mais comme elle est un délit spécial créé dans le seul but de protéger le représentant du régime constitutionnel actuellement en vigueur dans le pays considéré, elle sera subordonnée à la double condition suivante :

1° Il faudra que le chef d'Etat attaqué ait dé-cédé dans l'exercice de ses fonctions ;

2° Celui qui occupe le suprême pouvoir au moment de l'infraction devra être son représentant légal.

Si, à l'instant de son décès, le monarque avait cessé de gouverner la nation, par suite d'abdication volontaire ou forcée ; si, depuis cette époque une révolution avait bouleversé le régime politique du pays ; dans toutes ces hypothèses, il y aurait lieu d'appliquer, non les règles particulières de l'offense, mais les principes de droit commun qui régissent la diffamation et l'injure.

La Cour de cassation, dans le procès déjà cité

du prince Napoléon contre *Le Siècle*, émettait, le 24 mai 1879, un arrêt en ce sens :

« Attendu que l'incrimination d'offense destinée à protéger un régime politique est devenue sans objet depuis que ce régime a pris fin et a, par suite, cessé d'exister avec lui ; qu'il ne peut y avoir d'offense envers l'Empereur lorsqu'il n'y a plus d'Empire et de dynastie impériale ; les imputations dirigées aujourd'hui contre Napoléon III pour faits accomplis sous son règne, si blessantes qu'elles puissent être pour sa mémoire, ne sauraient être un délit contre l'Etat, en sa forme actuelle, et n'intéressent en rien la sûreté de la République. »

• **Section III. — INSTITUTIONS DIVERSES QUI PROTÈGENT
LA MÉMOIRE DES MORTS**

I. — ACTION CIVILE

L'héritier d'une personne diffamée pourra adresser une plainte au Ministère public et mettre ainsi en mouvement l'action publique.

Mais si cette action ne peut exister, ainsi que le fait se produisit par suite d'amnistie lors de l'affaire Henri-Reinach, l'héritier restera-t-il sans défense ? Non, la loi l'autorise à se porter partie civile pour demander des dommages-intérêts. L'ar-

ticle 3 du Code d'Instruction criminelle s'exprime ainsi : « L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique ; elle peut aussi l'être séparément devant les tribunaux civils ». Cependant, en matière de diffamation et d'injure, aux termes de l'article 46 de la loi sur la presse, elle doit nécessairement être portée devant les tribunaux répressifs, sauf dans les cas de décès du prévenu et d'amnistie.

L'action civile ainsi exercée n'a de résultats utiles que si la justice reconnaît l'existence d'une infraction pénale et prononce, de ce chef, une condamnation criminelle ou correctionnelle. Lorsque ces conditions ne sont pas réalisées, l'action civile appartient encore à l'héritier, et c'est même alors qu'elle lui rend le plus de services, puisqu'il n'y a pas matière à des poursuites répressives. Mais, dans ce cas, il ne pourra saisir que les tribunaux civils et invoquera l'article 1382 du Code civil. Le droit commun de la responsabilité délictueuse s'applique ici, c'est-à-dire que l'héritier doit établir une faute et un préjudice.

La preuve de la faute présente de grandes difficultés quand des attaques ont lieu contre la personne d'un homme public, car l'écrivain a le droit dans son intérêt et celui de l'histoire, de se défendre en démontrant la vérité des faits allégués. Au contraire, si ces attaques s'adressent à un par-

ticulier, aucun débat ne peut s'engager à cet égard, en vertu de l'article 35, loi de 1881, et la faute résulte de la simple constatation du préjudice (1). Quant à ce préjudice, il doit toujours être personnel au demandeur. L'héritier ne peut invoquer l'intérêt existant de la solidarité familiale. Le droit à la réparation n'est ouvert à son profit que si l'injure faite au mort rejaillit directement sur lui.

D'après les circonstances de la cause et suivant que les faits sont ou non constitutifs d'une infraction criminelle, l'héritier invoquera à l'appui de sa demande soit les textes du Code pénal, soit l'article 1382 du Code civil. Le choix primitif de ces moyens ne le lie jamais et, après avoir échoué devant les juridictions répressives, il pourrait saisir les tribunaux civils, à raison de l'article 1382.

L'héritier d'un prévenu aura donc le droit de choisir entre l'article 34 de la loi de 1881 et l'article 1382. Mais les juges n'appliqueront que l'un ou l'autre de ces textes et choisiront, d'après leur opinion, sur la nature des allégations incriminées. Ainsi, dans le procès Henry-Reinach, la veuve Henry invoqua principalement l'article 34 et subsidiairement l'article 1382 ; le tribunal, estimant

(1) Fabreguettes, t. II, p., 248; Barbier, t. II, p. 32; Azard, p. 98.

qu'il n'y avait pas de diffamation, basa sa condamnation sur l'article 1382.

II. — DROIT DE RÉPONSE

Si la loi refuse l'action publique aux héritiers d'un individu diffamé lorsque la diffamation n'a pas été dirigée contre eux, elle leur permet, en revanche, de répondre dans les termes de l'article 13 aux allégations qu'ils jugent mensongères et qui préjudicient à la mémoire de leur auteur, alors même qu'ils n'auraient été ni nommés, ni désignés personnellement.

Dans son numéro du 15 mars 1899, le *Petit Journal* publiait un article intitulé *Les secrets militaires*, dans lequel l'auteur rappelait la défection du général de Bourmont, à Waterloo.

Le sieur Louis de Bourmont, petit-fils du général, envoya une réponse, dans laquelle il s'attachait à défendre la mémoire de son grand-père.

Sur le refus d'insérer opposé par le gérant du *Petit Journal*, il assigna celui-ci devant le tribunal correctionnel de la Seine, qui le débouta de sa demande, par le motif qu'il n'y avait pas eu de la part du journaliste intention d'injurier ou de diffamer.

Appel fut interjeté par le sieur Louis de Bourmont devant la Cour¹ de Paris, qui condamna le gérant du *Petit Journal* à l'insertion de l'article.

Cet arrêt tirait son fondement des dispositions de l'article 34 qui, après avoir établi que les articles 29, 30 et 31 ne sont applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts que dans les cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auront eu l'intention de porter atteinte à la considération des héritiers vivants, ajoute : « Ceux-ci pourront toujours user du droit de réponse prévu par l'article 13. »

Le droit d'exiger l'insertion d'une réponse, établi par l'article 34 de la loi du 29 juillet 1881, au profit des héritiers vivants de la personne désignée dans l'écrit, est absolu et ne dépend nullement de la nature des appréciations contenues dans l'article incriminé. Ce droit résulte clairement d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris prononcé le 7 juillet 1885, à l'occasion du procès Maissonville-Ferrari.

Que faut-il penser de ces jugements ?

Ils nous paraissent d'abord en parfaite conformité avec la loi de 1881. L'article 13 dit, en effet : « Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception ou dans leur plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique ». Et l'article 34 décide que, toujours, les héritiers pourront user du droit de réponse prévu par l'article 13.

Ces jugements s'accordent aussi fort bien avec le raisonnement. On comprend, en effet, que l'action publique soit refusée à l'héritier au cas où la diffamation ne l'atteint pas personnellement ; il faut que l'historien puisse dire la vérité sans risquer des poursuites ; l'intérêt de la vérité l'exige.

Mais on ne comprendrait pas que le droit de réponse lui soit refusé. L'historien, en admettant qu'il n'ait pas voulu tromper, a pu être induit en erreur. Il importe que ces erreurs puissent être relevées, et il est naturel que le droit de les relever appartienne à ceux qui auraient le plus à souffrir de leur propagation.

C'est du choc des idées, de la comparaison des documents, que jaillira la lumière. Grâce au droit de réponse, le faux historien ne pourra impunément répandre le mensonge sans qu'aussitôt on lui oppose les faits véritables.

Peut-être objectera-t-il que les journaux vont être encombrés de la prose des héritiers. S'ils sont riches, dira-t-on, ils pourront, grâce à leur fortune, remplir toutes les colonnes d'un journal.

Qu'importe ! si ce qu'ils disent est exact. Ce ne serait là que la juste punition de ceux qui ont voulu répandre la calomnie.

Et puis, la jurisprudence nous montre que les héritiers ont rarement encombré les journaux de fastidieux plaidoyers *pro domo*. C'est leur intérêt

même qui leur imposera une grande modération dans l'exercice de leur droit.

III. — REVISION DES JUGEMENTS DE CONDAMNATION

Le droit de réponse et l'action civile sont des moyens de défense prévus par la législation sur la presse et employés par les héritiers pour justifier la mémoire de leur auteur et mettre les tiers dans l'obligation de respecter leur souvenir.

Mais ces moyens de défense ne sont pas toujours possibles. Les cas sont nombreux dans l'Histoire où la justice humaine se montra sujette à des méprises et où son erreur entraîna après elle celle de la critique historique. Des hommes honnêtes ont été condamnés, non seulement à la perte de la vie, mais à celle de leur honneur, et leurs héritiers, quoique certains de leur innocence, ont été obligés de vivre dans l'opprobre attaché à leur nom, parce que cet opprobre tirait son origine d'une condamnation judiciaire.

N'est-il point, dans ce cas, d'institution qui permette aux héritiers d'établir publiquement l'innocence de leur auteur, et de réformer ainsi le jugement de l'Histoire ? Le Code d'Instruction criminelle en signale deux : la revision des jugements de condamnation et la réhabilitation.

Lorsqu'une condamnation paraît entachée d'erreur, il est permis, dans certaines circonstances,

d'examiner à nouveau les faits sur lesquels elle est basée, pour aboutir à son annulation. La procédure organisée à cet effet s'appelle : la révision.

Est-elle possible après le décès du condamné ? Comment a-t-elle lieu ? C'est à la solution de ces questions que nous allons nous attacher.

§ 1. — *Ancien droit*

Les erreurs judiciaires furent très nombreuses sous l'ancien régime. Il ne faut pas en chercher les causes ailleurs que dans les mœurs et l'état social de l'époque. Les querelles religieuses et politiques entraînèrent après elles des condamnations criminelles sans nombre, car la justice s'enfuit des tribunaux dès que la politique y pénètre.

C'est pour réparer les erreurs que fut créée la messe rouge et que fut organisée la procédure de révision.

La révision fut plusieurs fois appliquée en faveur des condamnés prédécédés, et cela est naturel dans une législation qui autorise les procès au cadavre ou à la mémoire.

Une des affaires les plus célèbres fut celle de Jeanne d'Arc.

Les Anglais, entre les mains desquels elle était tombée à Compiègne, convoquèrent un tribunal ecclésiastique présidé par Cauchon, évêque de

Beauvais. Les juges rendirent le 29 mars 1431 une décision ainsi conçue :

« Toi, Jehanne, membre pourri, dont nous voulons empêcher que l'infection ne se communique aux autres membres, nous te déclarons hérétique et relapse, et décidons que tu dois être arrachée du corps de l'Eglise et livrée à la puissance séculière. »

On connaît la suite.

Dès que le territoire fut délivré, Charles VII sollicita de Rome la revision du procès, et le pape y consentit le 11 juin 1455. Une commission de clercs réunie à Rouen examina à nouveau les pièces du dossier, relut les interrogatoires et les réponses, et prononça, le 7 juillet 1456, le jugement suivant :

« Par sentence deffinitive, proférée et donnée en nostre chaire judiciaire et hault tribunal, nous prononçons, décernons et déclarons ledit procès et la sentence pleine de fraudes, cavillations, iniquités et du tout répugnante à droit et justice et contenant erreurs et abus manifestes. Pareillement, l'abjuration prédicte et toutes les fausses et iniques exécutions qui en sont procédées et ensuivies doivent être cassées, adnullées, lacérées et détruites ; et les cassons, adnullons et évacuons de toute force, puissance, valeur et vertu ; et sentencions et déclarons laditte Jehanne n'avoir oncque contracté ni encouru aucune tache ni macule d'infamie, à raison et occasion des prémisses, innocente, inculpa-

ble et exempté de crime et péché, lequel on imputait faulusement à laditte Pucelle. »

Le procès du connétable de Bourbon n'est pas moins connu que celui de Jeanne d'Arc.

Les informations commencèrent en 1523 devant le Parlement de Paris. Interrompu à cause de la captivité de François I^{er} en Espagne, le procès reprit après délibération du Parlement qui dégagea le roi de sa signature ; il se termina le 26 juillet 1527 par un arrêt « qui damnait et abolissait la mémoire de Charles de Bourbon à perpétuité comme crimineux du crime de lèse-majesté et, au surplus, déclarait tous et chacun de ses biens meubles et immeubles être confisqués. »

Cette sentence ne devait pas avoir d'effets, car la guerre fut défavorable à nos armes, et l'Empereur, au traité de Câteau-Cambrésis, stipula que les héritiers de Charles de Bourbon jouiraient de tous les avantages assurés à leur auteur par les précédentes conventions. Ainsi l'étranger contraignait François I^{er} à publier une déclaration qui proclamait :

« Nuls et de nulle valeur tous arrêts, sentences, mémoires, exécutions, poursuites et procédures quelconques, faites contre ledit feu Charles de Bourbon et spécialement l'arrêt prononcé en cour du Parlement, à Paris, le 27 juillet 1527, remettant du tout au tout ledit en sa bonne fame et renommée. »

A partir du XVII^e siècle, on rencontre surtout des affaires exclusivement judiciaires. La liste est longue des défunts en faveur desquels eurent lieu des sentences de revision. Nous n'insisterons que sur deux procès qui passionnèrent l'opinion publique.

Pierre Calas, commerçant notable de Toulouse, avait six enfants ; il les élevait dans la religion réformée qu'il suivait ainsi que sa femme. Par suite des exhortations continuelles d'une vieille servante, Jeanne Viguière, un de ses fils, Louis Calas, embrassa la religion catholique sans que son père témoigna aucun déplaisir de cette abjuration. A peu de temps de là, Marc-Antoine, fils aîné de Pierre Calas, d'un caractère taciturne et sombre, se pendit à la suite d'une perte considérable au jeu.

Pierre Calas fut arrêté, comme ayant donné la mort à son fils sous le prétexte que celui-ci voulait changer de religion. Il fut condamné par le Tribunal de Toulouse, et cette horrible sentence reçut son exécution le 9 mars 1762.

Voltaire prit avec énergie la défense de cette infortunée victime et de sa malheureuse famille. Aidé par deux gloires du barreau parisien, Elie de Beaumont et Loyseau de Mauléon, il sollicita la revision du procès. Le roi l'accorda et, le 9 mars 1765, trois ans jour pour jour après l'exécution de

Calas, un arrêt émané du Parlement de Paris, réhabilita sa mémoire.

Quelques années après, nous voyons à nouveau Voltaire se constituer le défenseur de l'opprimé dans l'affaire Lally-Tollendal.

Lally-Tollendal, de famille irlandaise, mais né en France, réunissant à la fois les sentiments des deux pays, était animé d'une haine profonde contre l'Angleterre. Nommé gouverneur des Indes françaises, sa devise fut « Plus d'Anglais dans la Péninsule. » Malheureusement, d'un esprit emporté, Lally manqua de prudence et, dans son désir de trop bien faire, il laissa échapper les Indes à la domination française. Rentré en France, il fut poursuivi devant le Parlement de Paris à la requête de M. de Leyrit, gouverneur de Pondichéry et, le 6 mai 1766, on le déclarait « dûment atteint et convaincu d'avoir trahi les intérêts du roi et de la Compagnie des Indes, d'abus d'autorité et d'exactions envers les sujets du roi et les étrangers, et condamné à avoir la tête tranchée et ses biens confisqués ».

Sur la protestation du fils, Louis XVI, par lettres patentes du 21 mai 1778, autorisa la révision et en chargea le Parlement de Rouen. Ce parlement prononça de nouveau la culpabilité le 12 mai 1780. De nouvelles Lettres royales annulèrent sa décision et renvoyèrent le procès devant le Parlement de Dijon, qui maintint encore le jugement

primitif. Alors le roi rendit une ordonnance qui anéantissait la condamnation et restituait à Lally la fortune et les dignités paternelles.

Puisque les procès en revision effectués après la mort, avaient dans l'ancien droit une extrême importance, il est naturel que le législateur de cette époque les ait soigneusement réglementés, et nous ne sommes pas surpris de trouver plusieurs articles relatifs à la matière dans l'ordonnance de 1760 et dans le règlement de 1738.

Le droit d'agir, d'après ces textes, appartient à tous les parents des condamnés, sans limitation de degré. Ces parents peuvent se prévaloir des nullités, faits ou présomptions quelconques qu'ils estiment propres à établir l'innocence de leur auteur. Il n'y a ni délai, ni condition particulières.

Le demandeur expose la cause avec ses circonstances par requête rapportée au Conseil et renvoyée, s'il est jugé à propos, aux maîtres des requêtes de l'Hôtel, pour avoir leur avis. Puis le Roi statue en son Conseil sur l'admissibilité de la demande, soit en déboutant, soit en ordonnant qu'il sera procédé à la revision. Dans ce dernier cas, l'affaire, en principe, est renvoyée devant la Cour où le procès aura été jugé ; mais cette règle n'a rien d'absolu, et on désigne une autre juridiction si d'injustes résistances sont à craindre de la part des premiers juges.

La sentence qui consacre la revision a pour effet

de rendre au défunt l'intégrité de son état. Elle peut, en outre, prononcer des dommages-intérêts contre ceux qui, par des dépositions mensongères, ou des manœuvres déloyales, ont provoqué l'inique condamnation.

§ II. — *Législation intermédiaire*

La Révolution abolit la revision dans les décrets des 3 novembre 1789 et 17 août 1792 ; mais on ne tarda pas à admettre une légère restriction, et la revision fut autorisée au cas de condamnations prononcées pour délits de droit commun, quand existaient simultanément deux jugements inconciliables.

Ces diverses dispositions s'appliquèrent jusqu'en 1808.

Les lois qui supprimaient la revision furent, ainsi qu'on va en juger, plusieurs fois violées par ceux-là mêmes qui les avaient faites.

Duval de Saucourt, chassé par la tante du chevalier de la Barre, parce qu'il lui avait déclaré sa flamme, eut l'idée de se venger sur le neveu des rigueurs de la belle. Il accusa celui-ci d'être passé devant une procession sans se découvrir, d'avoir mutilé une croix de bois placée sur le Pont-Neuf d'Abbeville et chanté, à la fin d'un souper, des chansons antireligieuses.

Le chevalier fut condamné à la peine de mort.

Dans la séance du 25 Brumaire an II, la Convention, qui n'avait pas oublié cette victime du fanatisme, rendit un décret abolissant le jugement de condamnation porté contre La Barre et ordonna la restitution aux héritiers de tous les biens saisis.

L'affaire Loizerolles donne la mesure de la précipitation et du cynisme avec lequel procédait le tribunal révolutionnaire.

En septembre 1793, Jean-Simon de Loizerolles âgé de 60 ans, est arrêté avec son fils. Le 26 juillet 1794, les guichetiers le conduisent à la Conciergerie. Le 27, il paraît devant le Tribunal, que préside Coffinhal. L'acte d'accusation est dressé contre François de Loizerolles, âgé de 22 ans, et reproche à l'accusé le crime de conspiration en l'intérieur de la maison d'arrêt ! En voyant arriver un vieillard au lieu d'un jeune homme, Coffinhal se contente de changer les prénoms et l'âge.

Loizerolles père se laissa guillotiner sans protester, espérant par là sauver son fils. Effectivement, celui-ci, grâce à la mort de Robespierre, se tira du péril qui le menaçait. Il adressa une pétition à l'Assemblée pour rentrer en possession des biens paternels, qui avaient été mis sous séquestre.

S'attribuant le droit de revision, la Convention, dans sa séance du 14 pluviôse an III, décréta :
« Le jugement du tribunal révolutionnaire du

8 thermidor est réputé non venu contre Jean-Simon de Loizerolles ; il n'y a pas lieu à la confiscation des biens dépendant de la succession. »

§ III. — *Code d'Instruction criminelle*

Le législateur du 27 novembre 1808 s'est montré favorable à la revision. Il a établi qu'elle existerait dans les cas suivants :

1° Existence de deux condamnations inconciliables (443).

2° Survivance de la personne prétendue homicide (444).

3° Constatation d'un faux témoignage (445).

Ces règles ont été instituées en faveur des vivants seulement. Les morts ne bénéficient que des dispositions de l'article 444.

§ IV. — *Loi du 29 juin 1867*

La loi de 1867 admet toujours la revision au profit des morts. Comme la mémoire du condamné pré-décédé mérite, au même titre que le condamné vivant, qu'on fasse disparaître la tache d'une flétrissure imméritée, l'ancienne distinction entre les divers cas est supprimée.

« Le droit de demander la revision appartient, après la mort du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires univer-

sels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse. » (444)

« Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, notamment en cas de décès d'un ou plusieurs condamnés, la Cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera, au fond, sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès, et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts. » (446)

En outre, la revision n'est pas restreinte à la seule hypothèse de crimes ; elle a lieu aussi « en matière correctionnelle pour une condamnation prononçant ou emportant l'interdiction, soit totale, soit partielle de l'exercice des droits civiques, civils et de famille » (444).

Au lendemain de son vote, la loi nouvelle fut invoquée par Virginie Lesurque. Le père de la demanderesse vivait à Paris, sous la Révolution, lorsqu'eut lieu, à Lieursaint, petit village dans les environs de Melun, l'assassinat du courrier de Lyon (1). Arrêté sur la dénonciation de plusieurs

(1) 27 avril 1796. La malle-poste qui faisait le service entre Paris et Lyon avait été arrêtée par six malfaiteurs qui, après avoir assassiné le courrier, avaient volé les valeurs transportées, par sa voiture : 14,000 francs en numéraire et 7 millions en assignats (représentant une valeur de 18,000 francs.

femmes, qui prétendaient le reconnaître comme un des meurtriers, il établit vainement qu'il se trouvait dans la capitale au moment précis où le crime avait été commis. Les témoins qui le chargeaient, persistant à l'accuser, le Tribunal criminel de la Seine le condamna à mort le 5 août 1796.

Dès cette époque, il existait sur la culpabilité de Lesurque des doutes si puissants que le Corps législatif nomma une commission chargée d'examiner les faits de plus près. Un nommé Siméon, qui faisait partie de cette commission, déclara, dans son rapport, que s'occuper d'une révision était attenter à l'omnipotence du jury. La justice suivit son cours, et le 30 octobre 1796 Lesurque fut exécuté.

En 1798, on mettait la main sur un certain Dubosq, convaincu d'avoir pris part au meurtre, et dont l'extraordinaire ressemblance avec Lesurque accrédita encore l'hypothèse d'une erreur judiciaire. La famille du condamné ne cessa de présenter aux gouvernements successifs de la France des pétitions qui ne purent jamais aboutir en présence de la liquidation restrictive du Code d'Instruction criminelle. Immédiatement après la loi de 1867, la Cour de cassation fut saisie de l'affaire. Mais par arrêt du 17 décembre 1868, elle décida que les condamnations prononcées contre Lesurque et Dubosq n'étaient pas inconciliables parce que ce dernier avait été puni, non comme auteur principal,

mais comme complice, pour avoir aidé et assisté les coupables ; et proclamant l'irrecevabilité de la demande, elle refusa d'examiner le fond.

Bien qu'aux yeux de l'opinion publique, Lesurque soit depuis longtemps réhabilité, la question reste entière au point de vue juridique.

§ V. — *Loi du 8 juin 1895*

Déjà étendu par la loi de 1867, le domaine de la revision a encore été élargi par la loi du 8 juin 1895. Cette loi a été, elle-même, complétée, au point de vue de la procédure, par celle du 1^{er} mars 1899, votée à l'occasion de l'affaire Dreyfus, et connue sous le nom de loi de désaisissement.

Indépendamment des trois cas précédemment existants, l'instance peut être encore reprise « lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence des condamnés » (443).

En l'espèce, c'est le Ministre de la justice seul, qui a qualité pour saisir la Cour de Cassation, « après avoir pris l'avis d'une commission composée des directeurs de son ministère et de trois magistrats de la Cour de Cassation, annuellement désignés par elle et pris en dehors de la Chambre criminelle » (444). Cette quatrième ouverture est ap-

plicable aux morts, aussi bien qu'aux vivants (1).

En outre, l'article 446 dispose : « Le jugement de revision d'où il résultera l'innocence d'un condamné, pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts à raison du préjudice causé par la condamnation ». Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra, dans les mêmes conditions, à son conjoint, à ses ascendants et descendants. Il n'appartiendra aux parents d'un degré plus éloigné qu'autant qu'ils justifieront d'un préjudice matériel, résultant pour eux de la condamnation. Les dommages-intérêts alloués seront à la charge de l'Etat, sauf son recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux-témoin par la faute desquels la condamnation a été prononcée (2).

La disposition nouvelle n'a été jusqu'ici appliquée qu'une seule fois en faveur d'un défunt, dans l'affaire Pierre Vaux et Jean Petit. Ceux-ci avaient été condamnés, le 25 juin 1852, par la Cour d'assises de Saône-et-Loire, aux travaux forcés à per-

(1) La revision des condamnations après le décès du condamné est admise en Allemagne, Autriche, Portugal, Bulgarie, Hollande, cantons suisses d'Appenzell, Genève, Neuchâtel.

(2) Le droit à des dommages-intérêts est consacré par la Suède, le Danemark, l'Espagne, l'Autriche, le canton suisse de Genève.

pétuité pour incendie volontaire. Ultérieurement, la justice découvrit et incarcéra le vrai coupable, Gallemard. Cet individu se pendit dans sa cellule le 12 août 1855, et les poursuites furent définitivement arrêtées. En l'absence de condamnation, il ne pouvait y avoir contrariété de jugements, et par conséquent toute revision devenait impossible sous l'empire de la loi de 1867. La situation changea avec la loi de 1895. Aussi le garde des sceaux, après avoir consulté la commission instituée près de la Chancellerie, s'est empressé de saisir la Cour de cassation en vertu du quatrième cas de revision qui venait d'être créé. Par une décision du 16 décembre 1897 (1) la Chambre criminelle a déchargé la mémoire des innocents, alloué une indemnité de 100.000 francs aux enfants de Pierre Vaux, et 50.000 francs à la famille Petit.

IV. — RÉHABILITATION

La réhabilitation est un acte qui rend à un individu les droits dont il avait été privé par suite d'un jugement et efface la flétrissure morale qui s'attache au nom de celui qui a manqué à ses devoirs.

Lorsque le failli (604 C. commerce) acquitte ses

(1) D. 98, 1, 338.

dettes, lorsque le libéré (619 C. Instr. crim.) mène une vie irréprochable, notre législation constate officiellement cette réparation, et, pour le récompenser, elle leur restitue l'entière capacité dont ils jouissaient autrefois.

La réhabilitation s'applique-t-elle aux morts ?

En droit commercial, la question ne fait aucun doute. L'article 614 C. comm. s'exprime ainsi : « le failli pourra être réhabilité après sa mort ».

Mais le C. Instr. crim. ne parle nullement des morts, et cette lacune a ouvert une ardente controverse. Certains estiment que si le Code d'instruction criminelle n'a pas consacré d'articles spéciaux à la réhabilitation des défunts, c'est simplement parce que les textes écrits pour les vivants lui étaient en tous points applicables (1). Mais des auteurs, d'une autorité incontestable, et notamment M. Laborde, déclarent que la loi n'admet pas cette réhabilitation parce qu'elle n'a pas de raison d'être (2). La jurisprudence s'est prononcée en faveur de cette dernière opinion (3).

Si nous jetons maintenant un coup d'œil d'ensemble sur les droits de la critique historique et

(1) Le Poittevin, Garraud, t. II, p. 672, n° 14.

(2) Laborde. — Droit criminel.

(3) Paris, 19 février 1897, D. 97, 2, 223.

sur les moyens de se défendre contre l'abus de ces droits, la situation nous paraît être la suivante :

Les héritiers d'une personne diffamée auront toujours, soit par le droit de réponse, l'action publique et l'action civile, soit en demandant une révision de jugement, le pouvoir de mettre les choses au point et d'établir judiciairement la fausseté des accusations dont cette personne a été l'objet. Les juges, en effet, attachent une très grande importance à la vérité des faits imputés. Nous avons vu, dans le procès soutenu par les héritiers du prince Eugène de Beauharnais, l'éditeur Perrotin condamné « parce que, dans ses *Mémoires*, le duc de Raguse s'est écarté du respect de la vérité ». Ces mêmes juges se refusent aussi à confondre les franchises de l'Histoire avec la malignité du pamphlet ; c'est ainsi que le 24 mai 1860 la Cour de cassation condamnait Monseigneur Dupanloup pour la vivacité de ses attaques contre Monseigneur Rousseau.

Mais là s'arrêtent les prérogatives des particuliers ; et la législation de 1881 assure les immunités de l'Histoire, toutes les fois que l'historien, uniquement soucieux d'éclairer l'opinion publique, fait, de bonne foi, les récits des événements, les apprécie en toute impartialité et ne cherche point à jeter le discrédit sur les vivants, en remémorant les mauvais agissements des morts.

CONCLUSION

Nous n'ignorions pas, lorsque nous avons entrepris de connaître la situation faite aux droits de la critique par la législation sur la presse, que nous nous engagions à résoudre un problème délicat ; aussi ne nous flattons-nous point d'en avoir trouvé la solution. Des jurisconsultes éminents, des juges éclairés, ne sont pas encore parvenus à fixer d'une façon certaine les limites imposées au droit de critique ; et c'eût été beaucoup de présomption de notre part que vouloir faire mieux qu'eux.

En revanche, nous nous sommes efforcé de connaître l'avis de la jurisprudence ; elle nous paraît encore bien hésitante. Cependant, des procès à l'examen desquels nous nous sommes livré, nous devons retenir certains points.

D'abord la critique n'a rien de commun avec l'injure et la diffamation (1). Nous ne voyons

(1) En ce sens, note de M. Labbé au « Palais », 1876, p 1025 ; Trib. de la Seine, 16 janvier 1847 ; Paris, 20 février 1836 ; Pau, 6 mai 1843 ; Devilleneuve : Observations au Sirey, 1846, 1, 209 ; Douai, 26 janvier 1878.

pas en quoi nous diffamons un poète ou un chanteur lorsque nous déclarons que les vers du premier nous déplaisent, et que la voix du second n'est pas de notre goût. Il résulte de ce fait que la législation sur la presse, qui vise uniquement l'injure et la diffamation, ne s'appliquera que très rarement en matière de critique. Au reste, il est loisible de constater la justesse de notre assertion, en remarquant que, dans les procès examinés au cours de cette étude, tous les demandeurs invoquent l'article 1382 du Code civil et non les dispositions de la loi de 1881.

En second lieu, la question de savoir si les limites du droit de critique ont été ou non dépassées, n'étant prévue par aucune loi, sera toujours résolue par le juge du fond. C'est en ce sens que M. Fabreguettes a écrit : « Dans le cas où la censure dépasserait les bornes de la discussion, ce sera aux tribunaux à déclarer la légitimité ou le non-fondement du droit de responsabilité. Ils pèseront surtout alors les raisons qui ont inspiré le journaliste, et rechercheront s'il a eu l'intention de nuire, s'il y a faute, préjudice, etc. » (1)

Qu'il nous soit permis maintenant de formuler quelques vœux.

(1) Fabreguette. — Traité des délits politiques, t. II, p. 233.

Tous ceux qui relèvent du jugement du public témoignent, en général, d'une susceptibilité malade, à laquelle nous leur souhaitons vivement de trouver un remède. L'auteur dramatique, le poète, le chanteur, etc., ne doit pas ignorer que :

Chacun peut le traiter de fat et d'ignorant

C'est un droit qu'à la porte on achète en rentrant

Les journalistes et tous ceux qui font en général profession de critique devraient, de leur côté, montrer plus de circonspection. La critique a peut-être, de nos jours, un peu perdu de son antique splendeur, cette splendeur qu'elle avait au temps de Jules Janin, de Sainte-Beuve et de Th. Gauthier. mais elle est encore bien représentée par des hommes tels qu'Emile Faguet, Adolphe Brisson ou Catulle Mendès. Malheureusement, à côté de ces écrivains qui font l'orgueil d'une profession justement honorée, il en est qui jugent avec trop de rapidité. Nous vivons dans un siècle où, selon l'expression d'un avocat de Paris, M^e Henri Robert, tout se fait à l'électricité. La critique, qui paraissait autrefois toutes les semaines, paraît maintenant tous les jours pour donner satisfaction à la curiosité publique ; cette précipitation ne peut qu'être nuisible à la sûreté des jugements.

Ajoutons encore que certains critiques s'abandonnent trop aisément au malin plaisir de ridiculiser leur adversaire dans le seul but de faire va-

loir leur esprit. Tel est le cas de ce journaliste qui, dans l'un de nos plus grands quotidiens, avait inséré, sous la forme et la découpe habituelle d'un article de critique, cette humoristique appréciation : « Le Théâtre des « Nouveautés » a joué une pièce en quatre actes, intitulée *Irrésistible*. Le public a résisté. »

Ces plaisanteries pour tant qu'elles soient goûtées des lecteurs, ne sauraient trouver place ailleurs que dans les « Mots pour rire ».

A côté de ces faits sans importance, il est des agissements autrement graves, dont la presse se rend parfois coupable. Certains journaux exploitent la médisance ou la calomnie pour ajouter à l'insuffisance de leurs revenus. Nous voudrions que la peine prononcée à la suite de semblables méfaits fût telle, ou que les indemnités à verser fussent si élevées qu'elles empêchent à jamais le retour des faits qui les ont motivées. Nous voudrions, pour nous placer à un point de vue plus pratique, que le journal qui a recours aux diffamations pour se faire une clientèle plus nombreuse, fût à ce point frappé dans ses finances que le jugement du Tribunal amène sa disparition comme principal effet.

Pour obtenir ce résultat, est-il nécessaire de doter d'une nouvelle loi l'arsenal si considérable de notre législation ?

Nous ne le pensons point. La diffamation est

suffisamment réglementée par la loi du 29 juillet 1881. Toutefois, on pourrait ajouter à l'article 29 de cette loi un alinéa relatif à la critique, et dont le sens serait à peu près le suivant :

« Lorsqu'un article de journal, sans présenter les caractères de l'injure ou de la diffamation, sera écrit de mauvaise foi et dans le seul but d'occasionner un préjudice, il donnera lieu à des dommages-intérêts dont le montant sera fixé par les juges. »

De cette façon, et malgré l'affirmation du poète Destouches :

La critique est aisée et l'art est difficile,

l'art sera toujours aussi difficile, mais la critique insincère sera moins aisée.

APPENDICE

LA DIFFAMATION DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Les législations étrangères, pas plus que la loi française, n'ont réglementé les droits de la critique ; toutes se sont cependant efforcées de mettre les particuliers à l'abri des abus de la Presse. C'est pourquoi nous ne croyons pas sortir du cadre de notre étude en passant en revue, d'ailleurs très rapidement, les dispositions générales de ces législations.

En Belgique, les diffamations commises par écrits, imprimés, images ou emblèmes, distribués, exposés aux regards du public, ou communiqués à plusieurs personnes, sont punies d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 500 francs.

De même qu'en France, nul n'est admis à prouver la vérité des faits diffamatoires ou injurieux, sauf le cas où les imputations sont dirigées contre des fonctionnaires, à raison de leurs fonctions (1).

(1) Art. 11 et 12 du projet de revision du Code pénal de 1867.

La loi allemande du 17 mai 1874, dans son article 21, s'exprime en ces termes : « Si du contenu d'un imprimé résulte l'existence d'un acte délictueux, le rédacteur responsable, l'éditeur (Verleger), l'imprimeur, celui qui a colporté l'imprimé par profession ou qui l'a répandu autrement dans le public (propagateur), quand ils ne doivent pas être punis comme auteurs ou complices en vertu de l'article 20, sont passibles, à raison de leurs négligences, d'amende jusqu'à 1.000 marcs, ou de détention, soit simple, soit dans une forteresse, ou de prison pour un temps qui peut aller jusqu'à un an, à moins qu'ils ne justifient de la diligence convenable ou de circonstances qui ont rendu celle-ci impossible.

Dans la loi italienne du 26 mars 1848, le chapitre VI est consacré aux diffamations, injures publiques et pamphlets. Son article 28 édicte contre les diffamateurs la peine d'emprisonnement qui pourra s'étendre à 3 mois, et en plus une amende qui pourra être portée à 500 liras.

Le droit de réponse est reconnu par cette législation.

Les gérants, aux termes de l'article 43, seront tenus d'insérer, au plus tard dans la seconde publication qui suivra le jour de la réception, les réponses ou déclarations de toute personne nommée ou désignée dans leur journal ou écrit périodique. L'insertion de la réponse aura lieu intégrale-

lement et sera gratuite. Toutefois, si la réponse dépassait le double de la longueur de l'article auquel elle sera faite, le surplus de l'insertion sera payé suivant le tarif des annonces insérées dans ce journal ou autre écrit périodique. Le refus d'accepter lesdites réponses ou le retard dans leur publication sera puni d'une amende qui ne sera pas au-dessous de 100 lres et qui n'excèdera pas 1000 lres.

Les articles 24 et 27 de la loi serbe des 12 et 24 mars 1881 présentent de grandes analogies avec la loi française.

La diffamation y est définie l'allégation d'un fait portant atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé. Elle est punie d'un emprisonnement de un à six mois ou d'une amende de 50 à 300 francs.

La vérité du fait diffamatoire pourra être établie par les voies ordinaires. Si le prévenu prouve la vérité du fait imputé, ou s'il rapporte des circonstances qui permettent de conclure qu'il avait pu croire à la véracité de ses allégations, il n'y aura pas cas de diffamation, mais le prévenu sera puni pour offense, si toutefois il est démontré qu'il a agi de parti pris. Mais jamais, et dans aucun cas, la vérité du fait diffamatoire ne pourra être établie, lorsque ce fait se rapportera à la vie privée des personnes.

Le Code pénal du canton de Genève dispose, dans son article 303, que toute allégation ou imputation d'un fait précis qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, ou qui peut l'exposer, soit à des poursuites criminelles ou correctionnelles, soit seulement à la haine ou au mépris public, est qualifiée diffamation. Elle est punie, selon l'article 304, d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de 30 à 500 francs.

Dans le canton de Vaud, la loi du 26 décembre 1832, après avoir défini, dans son article 10, la diffamation, édicte contre ceux qui se rendent coupables de ce délit, des peines qui varient entre deux jours et quatre mois d'emprisonnement et 20 à 200 francs d'amende.

Toutes ces législations présentent de grands traits de ressemblance avec la législation française. Aussi nous ne nous y sommes point attardé. Nous allons passer maintenant à l'étude de la diffamation en Angleterre. A raison de l'intérêt qu'elle offre, nous lui consacrerons quelques développements.

Chez nos voisins d'Outre-Manche, la « diffamation » est, dans son sens large, une imputation injurieuse. Dans une acception plus étroite, elle est une imputation injurieuse visant le caractère et

plus particulièrement la moralité d'un individu (1).

La législation anglaise distingue le « Slander », diffamation par la parole, du « Libel », diffamation par manuscrits, imprimés, caricatures.

A cause de son caractère éphémère, le « Slander » est moins grave que le « Libel ». En principe, il n'est pas sanctionné ; l'individu outragé verbalement ne trouvera de satisfaction d'amour-propre ni dans un procès civil, ni dans des poursuites pénales. Cette règle souffre quelques exceptions :

1° Quand il y a « Special Damage ». Le « Special Damage » est celui qui n'atteint pas seulement l'individu dans sa réputation, mais qui lui cause un préjudice déterminé. Ce sera le cas d'un fiancé sur le compte duquel on raconte une histoire où son honorabilité paraît en défaut, ce qui décide les parents de la jeune fille à méconnaître la parole précédemment engagée par eux.

2° Quand ont été prononcées, contre un individu, des expressions avilissantes qui l'atteignent dans ses fonctions, sa profession ou son commerce. Il en sera ainsi lorsqu'on dira d'un médecin qu'il est un charlatan, ou d'un commerçant qu'il est ancien failli.

(1) Louis Helbronner. — Thèse Paris 1901 : De la diffamation et de la répression en droit anglais.

3° Quand on porte une accusation d' « indictable offense ». Il y a « indictable offense » lorsqu'on accuse quelqu'un de s'être rendu coupable d'un crime ou d'un délit prévus par la loi pénale.

4° Quand on insinue qu'une personne est atteinte d'une maladie contagieuse.

La victime d'un « Slander » ne disposera que d'une action en dommages-intérêts. La loi lui refuse l'exercice d'une action pénale.

Toutefois, des peines pourront être prononcées contre l'auteur d'une injure verbale sur la demande de la partie lésée ou sur l'intervention du « Discutor of public Prosecutions », dans les hypothèses suivantes :

1° Au cas où ont été prononcées des paroles séditieuses, dont le but est de déterminer des mouvements populaires pour changer la forme actuelle du gouvernement.

2° Au cas où ont été employées des expressions blasphématoires ou obscènes. Les Anglais sont très sévères contre les attaques envers la religion, et ils estiment que la décence est nécessaire pour la grandeur et la prospérité d'un pays.

3° Au cas où une personne s'est servie de paroles qui constituent des provocations. La loi a jugé bon d'empêcher que la paix publique ne soit troublée.

Le « Libel » est une diffamation malicieuse rendue publique par un imprimé, un écrit, un dessin,

par des signes ou par toute autre manière, tendant à entacher la mémoire d'un mort ou la réputation d'un vivant, en l'exposant, lui ou sa mémoire, à la haine, au mépris ou à la risée du public (1).

Reprenons les divers éléments de cette proposition.

1° *Expressions diffamatoires*

La victime d'un « Libel » devra établir que le « Libeller » a employé à son égard des expressions diffamatoires.

Ce fait une fois constaté par le jury, ce sera au défendeur de prouver la vérité de ses assertions ou l'absence de tout caractère diffamatoire dans les termes dont il se sera servi.

La diffamation peut ressortir de la seule lecture des expressions publiées, mais elle peut être moins évidente. Si leur sens est équivoque et peut prêter à une double interprétation, le conseil du demandeur devra exposer, dans sa plaidoirie, le sens que son client entend leur attribuer : c'est le commentaire qu'on appelle « l'Innuendo ». En ce cas, le juge devra estimer si l'explication fournie peut, en principe, s'adapter aux termes employés.

(1) Louis Helbronner. — Thèse Paris 1901 : De la diffamation et de la répression en droit anglais.

2° *Malice*

La malice, telle que la conçoit le droit anglais, en matière de « Libel », est la mauvaise intention qui pousse une personne à répandre sur le compte d'une autre et dans un but quelconque, des renseignements qu'elle sait erronés.

Elle se présente sous mille aspects différents.

Rapporter une rumeur vague comme un fait ; se dire témoin oculaire d'un acte dont la connaissance n'en est parvenue que par ouï-dire ; dénoncer avec raison un coupable, mais tenter de se créer une popularité en communiquant l'accusation à des personnes qu'elle ne concerne pas, ou lui donner une forme violente pour la rendre plus grave aux yeux du jury, sont des actes malicieux.

En principe, la loi n'exige pas la preuve de la malice pour justifier l'action de la personne victime d'un Libel. Le fait qu'il y a eu « diffamation » suffit, indépendamment de toute intention blâmable qui a pu la déterminer. Il est des cas, cependant, dans lesquels, exceptionnellement, le demandeur sera débouté de sa plainte s'il n'apporte pas la preuve de cette malice.

3° *Publications*

La publication consiste dans le fait de communiquer à une tierce personne une accusation ou toute

autre allégation susceptible de causer un préjudice matériel ou moral à quelqu'un. Il faut, toutefois, que cette tierce personne n'ait aucun intérêt à connaître les faits imaginés ou reproduits.

Citons quelques exemples qui donneront une idée sommaire de la conception anglaise du mot publicité.

M. A. écrit à M. B. une lettre peu louangeuse. Survient un ami de M. A., auquel ce dernier lit la lettre. Ceci lui vaut dans la suite d'être condamné pour diffamation, quoique la publicité ait revêtu, dans l'espèce, sa forme la plus rudimentaire.

Dans l'affaire « Pullman contre Hille et Company », le directeur de la Compagnie poursuivie avait dicté une lettre contenant des expressions diffamatoires pour le plaignant ; un employé avait reçu l'ordre de la reproduire à la machine à écrire. L'exemplaire ainsi obtenu, contresigné par le directeur, fut mis sous enveloppe et directement expédié au bureau du plaignant. La Cour d'appel tint pour établi le fait de la publicité dans la communication qui avait été donnée de la lettre à l'employé chargé de la reproduire.

Même solution au cas où la diffamation adressée directement au plaignant a été rédigée sur une carte postale.

4° *Modes de publicité*

Innombrables sont les modes de publicité pouvant contenir des diffamations. La Presse est de

toutes ces formes celle qui a acquis aujourd'hui la plus grande importance.

Dans certaines hypothèses où la jurisprudence française verrait la source d'action en dommages-intérêts, sans faire intervenir l'idée de diffamation, le droit anglais reconnaît l'existence d'un « Libel ».

En voici un exemple :

Une chanteuse de notoriété devait paraître dans un concert. Au moment de la représentation, elle s'aperçoit que son nom ne figurait pas en vedette sur le programme remis aux spectateurs. Elle intenta de ce fait un procès en diffamation au directeur. Dans son « Innuendo », elle établit que dans le monde des artistes, il y avait une importance capitale à être placée en tête d'un programme dès qu'on avait acquis une certaine réputation et que le fait de ne pas tenir compte de cet usage, constituait une atteinte grave portée à la considération de l'acteur. La justesse de cette observation parut convaincre le jury, qui rendit un jugement conforme aux ambitions de la plaignante.

Que la diffamation revête sa forme la plus simple, qu'elle ressorte d'un écrit ou qu'elle résulte d'un fait comme celui que nous venons de citer, ce sera toujours pour la jurisprudence anglaise un « Libel ».

*5° Expression visant la réputation
d'un vivant ou la mémoire d'un mort*

La loi anglaise, de même que la nôtre, n'a pas voulu que la mémoire de ses nationaux fût en butte aux atteintes des diffamateurs. Sans doute, l'existence des hommes publics appartient à l'Histoire, mais devra-t-on pour cela autoriser de soi-disants historiographes à fouiller le passé de leur vie privée ? D'autre part, il faut redouter la multiplicité des procès que ne manqueront pas d'intenter des parents trop facilement mécontents du jugement de la postérité. C'est afin de concilier les intérêts particuliers avec ceux de l'ordre public que la loi a décidé de n'accorder à la famille une action en diffamation que si réellement elle doit souffrir un préjudice des jugements exprimés.

Nous avons esquissé à grands traits les caractères généraux du Slander et du Libel ; nous allons voir maintenant quels sont les moyens de défense accordés par la loi à ceux qui en sont les victimes.

Les victimes d'une diffamation, leurs héritiers ou leurs représentants, pourront intenter une action civile pour obtenir la réparation pécuniaire du préjudice qu'elle leur a causé. Il ne sera point nécessaire pour cela que la personne diffamée soit désignée par son nom dans l'écrit ; il suffira que ceux qui la connaissent soient tentés de lui appli-

quer les termes du pamphlet injurieux qui lui est parvenu.

Les responsabilités d'une diffamation par voie de presse, retombent à la fois sur le propriétaire, l'éditeur, le gérant, l'imprimeur, l'auteur, les distributeurs, vendeurs et prêteurs du journal et c'est à l'un quelconque d'entre eux que la victime du Libel pourra intenter un procès à l'effet d'obtenir des dommages-intérêts. Quand bien même le diffamé aurait agi une première fois, triomphé dans sa demande et obtenu d'importantes indemnités, cela ne pourrait l'empêcher d'agir de nouveau et à raison du même fait contre chacune des personnes comprises dans l'énumération.

La législation anglaise est donc très large envers la victime d'une diffamation. Elle n'a point pour cela abandonné le défendeur. Les moyens qui permettent à celui-ci de se disculper sont au nombre de huit.

1° *La justification*

Apporter la preuve des faits avancés est, aux yeux du droit anglais, le meilleur moyen qu'ait un défendeur de justifier la diffamation qui lui est reprochée. Mais cette justification ne sera une cause d'absolution pour le défendeur que si elle est complète, si elle démontre d'une manière absolue la vérité de ses assertions.

2° *Le Fair comment*

Le « fair comment » est le droit de critique qui appartient à toute personne à l'égard de certains actes, de certaines œuvres. L'écrivain qui publie un livre, le peintre qui expose un tableau, sont soumis à ce contrôle, sans pouvoir, le cas échéant, se plaindre de la sévérité publique. Chacun doit être libre d'exprimer son opinion personnelle et l'auteur d'une œuvre littéraire, quelle que soit sa douleur en voyant son talent décrié, devra se résigner à son sort.

Lorsqu'une personne sera poursuivie en diffamation à raison d'une appréciation qu'elle aura publiée, elle pourra invoquer ce second moyen de défense et se prévaloir de ce que son écrit n'a pas excédé les bornes d'une critique licite. Mais il faudra pour cela que sa critique soit « fair et bona fide », c'est-à-dire impartiale et de bonne foi, et qu'elle commente une œuvre ou un fait qui intéresse l'opinion publique.

3° *Le Privilège*

Le défendeur sera, dans certains cas, autorisé à déclarer que sa cause est « privilégiée ».

La loi anglaise distingue deux privilèges :

L'« absolute privilege » que les tribunaux concèdent seulement en trois cas : lorsqu'il s'agit de

débats parlementaires, de procédures judiciaires et d'actes de gouvernement. Et le « qualified privilege » qui consiste à imposer au plaignant la preuve de la malice chez celui qu'il entend actionner ; faute de quoi, son antagoniste se verrait dispenser de lui procurer aucune indemnité.

4° *L'Apology*

Dans l'« Apology », loin de se prévaloir du droit de révéler la vérité, loin d'user du droit de critique ou de s'abriter derrière la loi en faisant appel au « privilège », le diffamateur ne nie pas le « libel » et s'offre à en fournir une réparation à la victime avant que celle-ci n'intente contre lui une action en diffamation.

5° *Accord and Satisfaction*

L'expression « Accord and Satisfaction » vise une transaction intervenue entre la personne visée et le diffamateur. La victime déclarée satisfaite, soit par des excuses, soit par une somme d'argent, s'engage à ne pas intenter un procès.

6° *Release*

Ce sixième moyen de défense consiste dans le désistement du demandeur, soit qu'il ait reçu une réparation du préjudice souffert, soit qu'il estime ce préjudice minime. Un acte sous seing privé suffira pour exprimer ce désistement.

7° *Previous Action*

On entend par « previous action » l'exception de chose jugée. Si le plaignant a déjà agi, une première fois, il ne devra pas être admis à intenter un second procès à raison du même fait et contre la même personne.

8° *Statute of Limitations*

Le « statute of limitations » équivaut à notre prescription. Son délai est de six ans pour les procès en diffamation à dater du jour de la publication du « libel ».

Le taux des réparations allouées à titre de dommages-intérêts dépendra surtout de la présence ou de l'absence de la malice dans la diffamation.

Outre l'action civile, la victime d'une diffamation pourra intenter encore une action pénale. Certaines natures généreuses se refusent à accroître leur fortune par un procédé où l'activité personnelle et le talent n'interviennent pas. Il importe que des scrupules de ce genre ne fassent pas obstacle à des punitions justement encourues. Pour cela, on accorde l'action pénale au plaignant qui obtient ainsi satisfaction sans être froissé dans ses sentiments les plus respectables.

Telle est la législation anglaise sur la diffamation. Elle diffère de la nôtre sur nombre de points, et ce serait une intéressante étude que de les comparer pour déclarer ensuite laquelle des deux est préférable.

Montpellier, le 11 Novembre 1908 Montpellier, le 11 Novembre 1908

Vu, le Doyen de la Faculté de Droit, Vu, le président de la thèse

VIGIÉ.

MOYE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 11 Novembre 1908.

Le Recteur,

Ant. BENOIST.

BIBLIOGRAPHIE

- APPLETON Jean. — Observations au Dalloz, 99, 1, 289.
- AZARD. — Thèse Paris 1901. « De la diffamation envers les morts et de la critique historique. »
- BARBIER. — Code de la Presse.
- CHASSAN. — Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse.
- Comœdia*. Numéros du 25 décembre 1907 au 10 janvier 1908.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale, années 1860, 1867, 1879, 1897, 1898, 1899, 1901.
- DESCHANEL (Emile). — Etudes sur Aristophane.
- DUPIN. — Observations sur plusieurs points de notre législation criminelle.
- Encyclopédie générale du XIX^e siècle*.
- FABREGUETTES. — Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse.
- FOURCAUD. — Thèse Bordeaux 1891 « De la Diffamation ».

Gazette des Tribunaux. Année 1836.

HELBRONNER-Louis. — Thèse Paris 1901. « De la diffamation et de sa répression en droit anglais. »

Journal du Palais. Année 1828.

LABORDE. — Droit criminel.

LÉNIENT. — La satire en France au Moyen-âge.

LE POITTEVIN. —

MANGIN. — De l'Action publique.

MANTELET André. — Thèse Paris, 1907. « La réparation du préjudice moral. »

MASSE Pierre. — Thèse Paris, 1906. « Le droit moral de l'auteur sur son œuvre littéraire et artistique. »

PAILLART. — Franchises de l'Histoire.

Revue des Deux-Mondes. 1^{er} juin 1897.

Revue Judiciaire. 25 avril 1908.

SOURDAT. — Traité de la responsabilité.

TIMBAL. — Thèse Toulouse. « De la condition juridique des morts. »

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — DÉFINITION DE LA CRITIQUE. —	
SES CARACTÈRES GÉNÉRAUX. — SES DIVERSES FORMES. — SON RÔLE. — SES DEVOIRS. — SES DROITS.	
— SES BIENFAITS. — SES MÉFAITS	7
CHAPITRE PREMIER. — DISTINCTION ENTRE LA	
CRITIQUE ESTHÉTIQUE ET HISTORIQUE	29
<i>Section Première.</i> — Distinction au point de	
vue du but	29
<i>Section II.</i> — Distinction au point de vue de	
l'objet.	32
<i>Section III.</i> — Distinction au point de vue	
des responsabilités	34
CHAPITRE II. — LA LOI DU 29 JUILLET 1881 ET LA	
CRITIQUE ESTHÉTIQUE	37
<i>Section Première.</i> — Législation de 1881. .	39
§ I. — Personnes responsables des délits	
de presse	40
§ II. — Institutions qui permettent aux	
particuliers de se défendre contre la dif-	
famation et l'injure.	40
I. — L'action publique	41
II. — L'action civile.	41
III. — Le droit de réponse	42

	Pages
<i>Section II.</i> — De la critique esthétique. —	
Différences entre la diffamation et la critique. — Adversaires en présence : artistes et critiques. — Droits des critiques. . . .	44
§ I. — A partir de quel moment le droit de critique peut-il s'exercer ?	55
§ II. — Comment le droit de critique peut-il s'exercer ? Procès Alvarez contre <i>Comœdia</i> . — Procès Régime Martial contre le <i>Matin</i>	59
§ III. — Le droit de réponse prévu par l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 s'étend-il aux articles de critique littéraire et artistique ? Procès Dubout contre Brunetière.	66
I. — Tout journal ou écrit périodique doit subir l'exercice du droit de réponse	70
II. — Le droit de réponse s'étend aux articles de critique littéraire et artistique.	71
III. — Le droit de réponse est limité dans une certaine mesure par l'honneur du journaliste et l'intérêt des tiers	74
CHAPITRE III. — DROITS DE LA CRITIQUE HISTORIQUE.	77
<i>Section Première.</i> — Légitimité des droits de l'Histoire.	77
<i>Section II.</i> — Restrictions apportées aux franchises de l'Histoire par la loi sur la presse du 29 juillet 1881	81

	Pages
I. — Diffamation. — Procès Beauharnais contre Perrotin — Bertin contre Dupanloup. — Leprince contre Cornon. — Dolbeau contre Lissaraguay. — Zola contre Judet. — Henry contre Reinach	82
II. — Injure	103
III. — Offense. — Procès Bonaparte contre Villain-Landaiserie	103
<i>Section III.</i> — Institutions diverses qui protègent la mémoire des morts.	106
I. — Action civile.	106
II. — Droit de réponse. — Procès Bourmont contre le <i>Petit Journal</i>	109
III. — Revision des jugements de condamnation. — Ancien droit. — Législation intermédiaire. — Code d'Instruction criminelle. — Loi du 29 juin 1867. — Loi du 8 juin 1895.	112
IV. — Réhabilitation.	126
CONCLUSION	129
APPENDICE. — LA DIFFAMATION DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES : Belgique, Allemagne, Italie, Serbie, Suisse, Angleterre	134

